

Université de Strasbourg

Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg



**La crise agraire en Inde et
le rôle de la société civile dans la promotion d'un
modèle alternatif de développement**

Hoyez Marion

Mémoire de 4^{ème} année

Direction du mémoire :
Mme Virginie Roiron
M. Thierry Di Costanzo

Mai 2013

L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

- Remerciements -

Je souhaiterai remercier tout particulièrement Mme Virginie Roiron, pour la direction pertinente de ce mémoire et sa grande disponibilité; M. Thierry Di Costanzo pour son enthousiasme et pour les nombreux conseils qu'il m'a apporté, notamment lors du choix du sujet; Julie, Nicolas et Malvika pour leurs conseils et leur soutien.

SOMMAIRE

I. La crise agraire indienne : origines historiques et causes profondes 13

A. De la British East India Company à la révolution verte	13
1- Du monopole de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales à la colonisation britannique : La destruction de l'économie traditionnelle indienne	13
2- Une difficile reconstruction de l'économie nationale au lendemain de l'indépendance	14
3- Le lancement de la Révolution verte	16
4- Les premières fissures du modèle socialiste indien (1980-1991)	18
B. Le grand Tournant libéral de 1991 : fin du modèle d'économie fermée	19
1- L'intervention du FMI	19
2- La situation d'insécurité alimentaire	21
3- Les prévisions de la demande alimentaire	23
C. Attitude de l'État depuis 1991	23
1- Un désengagement de l'État dans la politique de développement	24
2- Deux exemples caractéristiques de la dérégulation menée par le gouvernement : les Zones Économiques Spéciales (ZES) et le soutien aux bio-carburants.	25
3- Les mesures prises par le gouvernement pour pallier cette marginalisation du milieu rural	28
4- La perspective des élections de 2014	30
5- Le défi du gouvernement : réduire la corruption et changer l'image du personnel politique.	32

II. Les conséquences de la libéralisation de l'économie et de la crise agraire 34

A. Conséquences pour les paysans	34
1- Dépendance envers les semences hybrides	34
2- Exode rural	38
B. Conséquences pour la société indienne	38
1- La montée des contestations et des tensions sociales	38
2- La hausse du chômage	41
3- La hausse des inégalités	41
4- La crise, facteur d'accentuation des phénomènes de faim et de malnutrition	43
C. Conséquences pour l'environnement	45
1- Les conséquences directes sur l'eau et les sols	45
2- La destruction de la biodiversité	47
D. Conséquences pour l'économie indienne	48
1- La baisse de la part de l'agriculture dans le PIB	48
2- L'impact des politiques néo-libérales sur l'économie rurale indienne	49
E. Une réflexion sur le modèle de développement à adopter	50
1- Les points de vue divergents des spécialistes de l'Inde	50
2- L'établissement par le Forum Economique Mondial de trois scénarios pour le futur de l'Inde	51
3- De la nécessité d'une réforme agraire...	52
4- ... à l'élaboration d'une nouveau paradigme en matière de développement	53

III. Contre l'insuffisance des politiques publiques, le dynamisme de la société

A. Une multitude d'acteurs	55
1- Les ONG	55
2- Les Think Tanks	57
3- Les activistes sociaux	57
4- Le forum social mondial (FSM)	58
5- Les médias	59
B. Une action multiforme	60
1- Un rôle d'information et de sensibilisation de la population	60
<i>a. La promotion de l'agriculture biologique</i>	60
<i>b. L'interdiction de vente des OGM</i>	61
<i>c. La promotion de la polyculture</i>	63
<i>d. Le commerce équitable, une fausse solution ?</i>	64
2- Les revendications adressées au gouvernement	65
3- La mobilisation des populations : vers une nouvelle révolution verte ?	67
<i>a. La construction controversée des grands barrages</i>	67
<i>b. La remise en cause de l'ADPIC</i>	68
<i>c. La mobilisation autour du Right to Food Act</i>	69
<i>d. Vers une révolution verte alternative?</i>	69
C. La perception de l'action de la société civile	70
1- Par l'État	70
2- Par les bénéficiaires	72
CONCLUSION.....	72
ANNEXE : Carte des climats en Inde.....	75
Bibliographie.....	76

INTRODUCTION

Depuis une vingtaine d'années, de nouveaux acteurs nationaux ont investi le système international, après l'effondrement du système bipolaire des blocs. Ces pays, dits "émergents" sont issus aussi bien de l'ancien bloc communiste (Chine, Russie), des pays non-alignés (Inde) que des anciennes dictatures d'Afrique ou d'Amérique latine (Afrique du Sud, Argentine, Brésil). La notion d'économie émergente concerne aujourd'hui une grande variété de pays, mais initialement, la notion était bien plus réduite et on parlait de « marchés émergents ». Antoine Van Agtmael, économiste de l'International Finance Corporation, évoque ce terme pour la première fois en 1981¹ pour inciter les sociétés de placement américaines à investir dans les marchés financiers asiatiques en forte croissance. Le succès de cette première initiative, qui se confirme tout au long des années 1980 - les placements dans les « marchés émergents » s'avèrent effectivement plus rentables sur le long terme que leurs homologues sur les marchés occidentaux -, conduit au développement de la notion d'« économies à marchés émergents » : il s'agissait alors de s'intéresser à des phénomènes économiques réels (production industrielle et investissements productifs, consommation, politiques économiques) qui pouvaient expliquer la vigueur particulière des marchés financiers émergents.

A la fin des années 1990, une nouvelle expression, « économies émergentes », s'ajoute aux deux précédentes: elle n'envisage plus le pays principalement sous l'angle financier, mais s'intéresse à la dynamique d'ensemble de sa croissance et à ses perspectives. Fondamentalement, les économies émergentes présentent cinq traits caractéristiques communs: des revenus intermédiaires (situés entre ceux des pays les moins avancés et ceux de pays riches), une dynamique de rattrapage (rapprochement des niveaux de vie occidentaux, taux de croissance du PIB supérieur ou égal à la moyenne mondiale durant la dernière décennie), des transformations (institutionnelles et structurelles), une ouverture au reste du monde (implantations de firmes multinationales d'origine occidentale de plus en plus nombreuses) et un potentiel de croissance important à moyen-long terme. Le terme de « pays émergents » est utilisé pour élargir l'étude de ces économies au-delà de la seule approche économique, en intégrant des

¹ Biographie d'Antoine Van Agtmael, <www.info.worldbank.org>.

considérations politiques et culturelles. On compte dans le monde une cinquantaine de pays, répartis sur cinq continents, qui répondent peu ou prou aux critères précédents. Ensemble, ils pèsent désormais plus de 50% de la richesse mondiale et leur influence va croissant. Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, rejoints depuis décembre 2010 par l'Afrique du Sud au sein du groupe des BRICS comptent parmi les plus éminents des pays émergents. L'acronyme BRIC a été créé en 2001 par Jim O'Neill, économiste de la banque Goldman Sachs, dans un article² qui visait à souligner le potentiel de croissance de ces quatre pays. Cet article fut prolongé en 2003 par un deuxième texte consacré au même ensemble, dans lequel les auteurs prévoyaient un rattrapage du PIB des Etats-Unis par celui de la Chine à l'horizon 2040. En ce qui concerne l'Inde, la situation s'est fortement dégradée depuis un an et Jim O'Neill considère l'Inde comme le plus décevant des quatre grandes économies émergentes. La croissance sur l'année fiscale 2011-2012 s'est ralentie à 6,5% et a encore diminué pour passer sous la barre des 6% au dernier trimestre 2012.

Suivant le modèle des autres pays émergents, l'Inde est en train d'effectuer sa transition économique. En 2012, le secteur agricole demeure un rouage essentiel de l'économie indienne, employant près des deux tiers de la main d'œuvre disponible et occupant près de la moitié de la superficie totale du pays (43%³). Cependant, bien que la moitié de la population travaille dans le secteur agricole, sa part dans le PIB ne cesse de diminuer. L'agriculture ne représente, selon les derniers chiffres (2011), que 17%⁴ du PIB. L'Inde possède 11% des terres cultivables mais doit nourrir 18% de la population mondiale.

En 2012, l'Inde est le premier producteur mondial d'épices, de lait, de thé, de noix de coco, de gingembre, le deuxième pour le blé (94 millions de tonnes en 2012⁵), la canne à sucre, les fruits et légumes, le troisième pour le riz (98 millions de tonnes⁶), le coton, le tabac et les œufs. Ceci est le résultat direct de la révolution verte (1965), qui, grâce à l'introduction de variétés de semences à haut rendement et au recours intensif aux engrais et à l'irrigation, permit une augmentation fulgurante de la production et permit à l'Inde de devenir autosuffisante en céréales à partir de 1975 et, même, de devenir exportatrice pour ces produits, en riz en particulier. L'Inde exporte plus de

² O'NEILL, Jim, « Building Better Global Economic BRICs », *Goldman Sachs Global Economic Papers*, n°66, 30 novembre 2001.

³ GUILLARD, Olivier, *Géopolitique de l'Inde, le rêve brisé de l'unité*, Collection Major, PUF, 2012.

⁴ *Statistiques du ministère de l'Agriculture*, « Agriculture census in India », 30 octobre 2012.

⁵ *Problèmes économiques*, « Un géant agricole aux pieds d'argile », n°3060, janvier 2013, p 20.

⁶ *Ibid.*

denrées alimentaires (grains, viande) qu'elle n'en importe et dispose d'un stock stratégique de céréales qui garantit sa sécurité alimentaire. Pourtant, un pourcentage élevé de la population demeure sous-alimentée, en particulier la population infantile. Selon le classement effectué par la banque mondiale, l'Inde serait en seconde position, derrière le Bangladesh, quant à la population infantile sous-alimentée. Selon Marc Dufumier : « Une part croissante des productions végétales est destinée désormais à être vendue sur les marchés solvables du Nord et contribue à alimenter préférentiellement des animaux ou abreuver des véhicules, alors même que les populations les plus pauvres du monde ne parviennent même plus à en acheter pour leur alimentation ⁷ ». L'Inde se trouve aujourd'hui dans une situation de crise agricole. 70% de la population continue à vivre dans les campagnes, bien que le secteur agricole y soit devenu minoritaire et que le gouvernement ait choisi de ne plus investir dans les infrastructures du milieu rural. En effet, il semble que le gouvernement préfère donner la priorité au développement et à l'industrialisation des villes, afin d'élever l'Inde au rang de grande puissance. Cette situation crée un malaise général dans les campagnes, qui, aidées par les ONG, essaient de maintenir le secteur agricole compétitif et viable. Mais si le malaise est général, toutes les régions ne font pas face aux mêmes difficultés. Il existe une inégalité géographique liée à l'accès aux ressources naturelles et aux climats très divers: les richesses se concentrent au sud et les États les plus pauvres se concentrent dans le Nord-Est (voir carte en annexe). Cette constatation se démontre aisément en prenant deux exemples : le Kerala, État du Sud-Ouest de l'Inde, et le Bihar, État du Nord-Est. Au Kerala, l'Indice de Développement Humain (IDH) s'élève à 0,814 et le taux de fécondité à 1,7. Au Bihar, l'IDH est de 0,449 et le taux de fécondité de 3,9. Les taux de croissance dans l'Uttarkhand, le Sikkim et le Gujarat sont supérieurs à 9,5% sur la période 2003-2012, alors qu'ils peinent à atteindre les 6% au Penjab, dans l'Assam et en Uttar Pradesh. Le Gujarat, le Rajasthan, le Penjab et l'Haryana sont des régions particulièrement arides qui ont été les premiers bénéficiaires de la révolution verte, et donc les premières victimes de ses revers.

Face à un gouvernement qui, depuis les années 80, promeut la dérégulation et l'ouverture des marchés indiens aux entreprises étrangères, la société civile réagit et se mobilise, ce qui se traduit par la création de mouvements sociaux et d'ONG. Selon la

⁷ HUGON Philippe, SALAMA Pierre, « Les suds dans la crise », Revue *Tiers-Monde* 2010, *Hors-série*, p.185.

définition de Jean-louis Quermonne⁸, la société civile c'est « l'ensemble des rapports interindividuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État. » En somme, il semble, d'après cette définition, que la société civile se soit construite en opposition à l'État. En réalité, la société civile et l'État s'entremêlent. Peu d'activités humaines échappent aux règlements ou aux subventions de l'État. Les ONG reçoivent des subventions des États par exemple.

En Inde, les ONG sont très impliquées dans la défense des droits des paysans et dans la promotion d'un modèle de développement agricole plus durable. Elles ont aussi un rôle primordial de groupe de pression auprès du gouvernement afin que celui-ci prenne conscience des réalités du terrain, et édicte des lois cohérentes. Les revendications des ONG portent sur une protection accrue des paysans face à l'installation des multinationales, ainsi que sur un accroissement des aides alimentaires (graines subventionnées) aux populations les plus pauvres.

Ce mémoire a pour ambition de réaliser une synthèse des différents points de vue et des différentes recherches déjà effectuées sur la crise agraire indienne, et de réussir à déterminer l'impact de l'action menée par la société civile. Pour cela, nous nous interrogerons sur la place occupée par la société civile dans la prise de décision du gouvernement et sur la vision qu'a le gouvernement de la société civile. Nous nous concentrerons particulièrement sur l'action des Organisations Non-Gouvernementales (ONG), celles-ci ayant l'action la plus complète. En effet, les ONG agissent à la fois sur le terrain, mais sont aussi des interlocuteurs privilégiés du gouvernement. Les ONG sont-elles considérées comme un interlocuteur crédible et contraignant par le gouvernement? Ont-elles un poids suffisant pour peser sur les prises de décision gouvernementales et faire entendre leurs revendications?

Nous nous demanderons également si la société civile est là pour accompagner et faciliter la transition inéluctable du pays vers une économie industrialisée, et donc la disparition progressive du secteur agricole. Ou si au contraire elle propose un vrai modèle alternatif de développement. La question centrale sera donc la suivante : l'action de la société civile en faveur du maintien d'un secteur agricole compétitif est-elle compatible avec le développement économique actuel de l'Inde?

⁸ QUERMONNE Jean-Louis, ROUBAN Luc, « L'appareil administratif de l'État », *Revue française de science politique* 1991, vol. 41, n° 3, pp. 408-410.

Nous verrons dans une première partie l'origine historique et les causes profondes de cette crise agraire, en revenant sur la révolution verte. Puis nous étudierons les conséquences de la libéralisation de l'économie des années 90 sur le monde agricole et sur la société indienne. Enfin, nous réfléchirons à l'action de la société civile en faveur d'un modèle de croissance plus incluant et à son articulation avec l'orientation politique du gouvernement.

Ce mémoire n'a pas la prétention de répondre à l'ensemble des questions qui seront soulevées, mais plutôt de proposer des pistes d'analyse sous un angle nouveau : celui de la société civile. Afin de réaliser un mémoire le plus complet possible, il aurait été nécessaire de mener une recherche de terrain, mais celle-ci était impossible dans le cadre d'un mémoire de Master 1. Néanmoins, les nombreux ouvrages que j'ai pu lire pendant mes recherches ont permis de poser le cadre de ma réflexion. L'ouvrage de Bruno Dorin et Frédéric Landy est certainement celui qui m'a été le plus utile, en cela qu'il traite d'un nombre très large de problématiques que j'ai ensuite pu approfondir. La lecture d'auteurs et observateurs indiens aux avis totalement opposés sur le devenir de l'Inde, comme par exemple Gucharan Das et Utsa Patnaik, ont également permis de nourrir ma réflexion.

I. La crise agraire indienne : origines historiques et causes profondes

A. De la British East India Company à la révolution verte

1- Du monopole de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales à la colonisation britannique : la destruction de l'économie traditionnelle indienne

La domination britannique sur le commerce indien ne date pas de la colonisation mais est apparue bien plus tôt. C'est en 1600 que la reine Elizabeth I d'Angleterre accorde une charte royale à la British East India Company (BEIC), la Compagnie Anglaise des Indes Orientales. Cette charte confère à des hommes d'affaire l'exclusivité du commerce avec les Indes orientales pendant 15 ans. Au vu des profits très importants réalisés dès les premières années, le monopole est étendu à une durée indéterminée.

Au cours de 17^{ème} siècle, la BEIC va acquérir de nouveaux territoires autonomes et installer un système d'impôts fonciers basé sur des alliances de subordination entre elle et les dirigeants locaux (Maharajas hindous et Nawabs musulmans): le Zamindary System. Zamindar est le nom donné aux propriétaires terriens chargés de collecter les taxes auprès des paysans pour les remettre ensuite aux autorités britanniques, en en gardant une partie pour eux-mêmes. Ce système va très largement contribuer à la ruine des fermes indiennes.

Ce système a fonctionné jusqu'à ce qu'éclate « la révolte des cipayes ». Cipayes est le nom donné aux indiens enrôlés dans l'armée britannique. En 1857, la rumeur court que les cartouches utilisées par les soldats sont graissées avec de la graisse de vache ou de porc. Les anglais ne prennent pas du tout au sérieux ces revendications, les cipayes

prennent les armes et font le siège du Grand Moghol de Delhi pendant 4 mois. C'est la première lutte notable pour l'indépendance. Pour éviter qu'une pareille insurrection se reproduise, Londres abolit le régime de délégation à la *British East India Company*. Le pouvoir est alors entièrement dévolu à la couronne britannique, supervisé depuis Londres par l'India Office.

La tutelle Britannique, qu'elle s'exerce par le biais de la BEIC ou de la colonisation, a certes introduit des infrastructures, une administration et des technologies nouvelles, mais son irruption sur le territoire indien a aussi eu des conséquences majeures sur l'équilibre du pays.

Le premier effet est la destruction de l'économie traditionnelle. L'Inde, grand producteur de tissus artisanaux, devient l'atelier de la Grande-Bretagne. L'Inde produit les matières premières à destination de la Grande-Bretagne, et achète les produits manufacturés. Les profits dégagés par les entreprises coloniales ne sont pas réinvestis sur place mais sont expédiés en métropole. Dans le domaine agricole, seules les cultures « commerciales », c'est-à-dire majoritairement exportées vers la Grande-Bretagne (canne à sucre, arachide, coton, thé) bénéficient d'une hausse de 50% de leur productivité. Le rendement des autres cultures (céréales, protéagineux) connaît une baisse constante entre 1891 et 1947⁹. Entre 1875 et 1900, alors que les grandes famines faisaient en Inde plus de 25 millions de morts¹⁰, les exportations se poursuivaient vers l'Angleterre.

Le second effet est une prolétarianisation de la population et une destruction de l'artisanat autochtone. Enfin, la colonisation britannique a provoqué des déséquilibres importants entre les centres urbains, commerciaux, industriels et les périphéries rurales du pays, accentuant les inégalités et l'insécurité alimentaire. A la veille de l'indépendance, le sous-continent indien, qui fut du temps de l'Empire Moghol (1526-1857) la première puissance économique et démographique du monde, ne représente plus que 4% du PIB mondial.

2- Une difficile reconstruction de l'économie nationale au lendemain de l'indépendance

Le 15 août 1947, l'Inde accède à l'indépendance. Mais la situation est critique :

⁹ DORIN, Bruno, LANDY, Frédéric, *Agriculture et alimentation de l'Inde. Les vertes années (1947-2001)*, Paris, INRA, Éditions, 2002.

¹⁰ AUXIETRE, Jean-Michel, *L'Inde qu'il ne faut pas voir: Essai*, Éditions l'Harmattan, 2012

le pays doit faire face à de nombreuses pénuries et à une hausse des prix et du chômage. L'agriculture ne nourrit plus la population, dont 85% vit en milieu rural. Malgré des efforts non négligeables à partir de 1943 pour atteindre l'autosuffisance céréalière (campagne *Grow more food*), en 1956, le taux de croissance de la production agricole est tellement faible que le gouvernement indien doit signer un accord avec les États-Unis (Public Law 480) afin d'importer du blé, du riz, du coton, du tabac et des produits laitiers. Un siècle de colonisation britannique a contribué à déstabiliser la production nationale et l'économie doit se reconstruire sur une base solide.

La première priorité est donc de procéder à une réforme agraire. C'est le ministre de l'Agriculture Chidambaram Subramaniam qui prend la tête de cette réforme. Tout d'abord, on supprime le système semi-féodal des Zamindars et on procède à une redistribution de terres en plafonnant la taille des exploitations. Puis, le gouvernement met en place les premiers plans quinquennaux. Enfin, l'« Imports and Exports control Act » de 1947 et l'« Import trade Control Order » de 1955 viennent protéger le marché intérieur de la concurrence et de l'emprise étrangère. Cela se traduit par le boycott des produits anglais et la consommation de biens produits sur le territoire national.

C'est Jawaharlal Nehru, alors Premier ministre, qui fait prendre à l'Inde la voie de l'économie mixte, faisant cohabiter secteur public et secteur privé. Ce système d'économie mixte se caractérise par un secteur public très important, des barrières douanières, une planification centralisée du développement industriel (plan quinquennaux) et un système d'autorisations administratives (le « licence Raj »)¹¹.

Dans le premier plan quinquennal lancé au mois d'avril 1951, l'accent est mis sur l'agriculture et les grands travaux hydroélectriques. Le but de ce plan est d'augmenter substantiellement la production agricole afin d'améliorer la ration quotidienne. A la fin du plan en 1956, le bilan est plutôt positif : la production alimentaire de base a cru d'environ 20%. Dans le cadre de ce premier plan quinquennal, la politique du gouvernement indien se précise : on entrevoit la choix d'un modèle socialiste dirigiste. Cette direction se précisera dans le second plan quinquennal.

Mais ces réformes ne donnent pas les résultats escomptés. Le principal problème vient du rythme excessif de l'accroissement démographique, qui maintient un rapport de

¹¹ LANGLET, Denis, *L'économie en ruine. La finance et la fin d'une histoire*, L'économie formelle - L'esprit économique, Paris, L'Harmattan, 2010

forces très favorable aux propriétaires sur les paysans sans terre et les ouvriers agricoles, perpétuant les déséquilibres antérieurs¹². Au recensement de 1951, la population n'augmentait que de 1,3%¹³. En 1960, on estime que la population augmente de 2%, soit 8 millions d'habitants supplémentaires par année, contre 5 millions en 1951.

Le deuxième volet de la politique mise en place par le gouvernement indien est le « Licence Raj ». Jusqu'en 1990, toute création d'entreprise devait être autorisée par le gouvernement qui remettait alors un permis. Ainsi, l'État pouvait réguler l'augmentation et la diversification de la capacité de production des entreprises privées. Ce système d'autorisation administrative est l'expression du choix des dirigeants d'avoir une économie planifiée, à l'abri de la concurrence internationale. Le gouvernement est méfiant envers les multinationales, et sous Indira Gandhi, il promulgue une loi réduisant de 51% à 40% la participation des entreprises étrangères dans le capital des entreprises indiennes. Cette loi provoque le départ de plusieurs multinationales comme Shell, Coca Cola, IBM...

Le problème de ces premiers plans quinquennaux est qu'ils mettent l'accent sur l'industrialisation rapide du pays, et relèguent au second plan le développement des campagnes, dans un pays qui compte 600 000 villages et où la pauvreté est essentiellement rurale.

3- Le lancement de la Révolution verte

Le 27 mai 1964, Nehru meurt, et est remplacé par Lal Bahadur Shastri. Ce dernier nomme au poste de ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture Chidambaram Subramaniam, qui occupait auparavant le poste de ministre de l'Acier et des mines. La réapparition de famines dans certaines régions, la chute de la production céréalière et le recours toujours plus important aux importations de riz et de blé rendent nécessaire aux yeux du gouvernement la mise en place d'une réforme agraire de grande envergure. En 1965, 114 districts sont ciblés pour bénéficier d'un programme d'intensification de la production agricole (électrification des campagnes, irrigation, mécanisation). Cette intensification est basée sur l'utilisation de variétés de semences à haut rendement, importées du Mexique et des Philippines, qui ont l'avantage d'avoir une très courte durée de maturation et une meilleure réaction aux engrais chimiques que les variétés

¹² DORIN et LANDY, *Op. Cit.*

¹³ GILBERT, Étienne, « L'Inde et la Chine. Perspectives économiques », *Revue Politique étrangère*, n°4, 1960.

traditionnelles. Le revers est cependant que ces variétés coûtent plus cher, car elles ont la particularité ne peut pas se reproduire d'année en année. Chaque année, le paysan doit racheter des graines. De plus, ces semences nécessitent une plus grande utilisation d'engrais, d'eau et de pesticides. En 40 ans (1955-1995), la production indienne d'engrais a été multipliée par 100 grâce à des aides de l'État à l'industrie nationale.

Le dernier aspect technique de cette révolution verte est l'intensification des méthodes d'irrigation. Les petits étangs villageois laissent place à des puits profonds dotés de pompes électriques, et à de grands barrages.

Le lancement de la révolution verte est aussi marqué par la création de la Food Corporation of India (FCI) le 14 janvier 1965. Cette initiative du gouvernement a pour objectif de garantir des prix minimum (Minimum Support Prices) aux agriculteurs, de fournir des céréales à tout le pays grâce au Système Public de Distribution (PDS) et de garantir la sécurité alimentaire du pays en maintenant des stocks suffisants de céréales. Chaque année, la FCI achète 15 à 20% de la production indienne de blé et 12 à 15% de la production de riz. Le prix d'achat est fixé par le gouvernement (MSP). Puis le gouvernement revend une partie de ses stocks aux paysans les plus pauvres, à un prix inférieur au prix du marché. La différence est subventionnée par le gouvernement. Ce n'est pas la FCI qui fixe les prix minimums, mais le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. La FCI ne fait qu'appliquer les décisions prises par le ministère.

Le résultat est sans appel : la production de blé double entre 1965 et 1975 et la production de riz augmente de 50%. Les quantités distribuées par tête passent de 12 kg en 1963, à 17 kg en moyenne en 1973-1974, à 22 kg en 1988-1989, pour retomber en 2000 à 7 kg¹⁴. Le pays retrouve son auto-suffisance céréalière. Cette « révolution verte » a sauvé le pays de la famine.

Cependant, comme nous le verrons dans la deuxième partie de ce mémoire, les revers de cette révolution sont nombreux. En effet, les effets sur la paysannerie sont très inégaux : seules les zones dans lesquelles la ressource en eau est abondante voient leurs rendements augmenter. Dans les autres régions, la production stagne, favorisant le creusement des inégalités entre producteurs.

De plus, malgré le foisonnement de discours mettant en avant la réussite de ce plan, le

¹⁴ LANDY, Frédéric, « La politique alimentaire de l'Inde : le blé ou l'oseille ? », Les actes du FIG 2004, <http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2004/landy/article.htm>, consulté le 22 novembre 2012.

taux de croissance annuel pendant ces 10 années n'aura été que de 3%¹⁵. La production de riz est toujours insuffisante et l'État continue à importer des denrées alimentaires. S'ajoutent à cela des conséquences sociales, humaines et écologiques lourdes (endettement des paysans, réduction de la diversité des cultures, érosion et salinisation des sols, surexploitation de ressources en eau...).

4- Les premières fissures du modèle socialiste indien (1980-1991)

Les premières fissures du socialisme Nehruvien, qui a limité la participation de l'économie indienne au flux d'échanges mondiaux, apparaissent au début des années 80. En effet, il devient de plus en plus évident que la rhétorique de l'indépendance totale de l'Inde par rapport aux conditions extérieures n'est plus tenable et que le pays doit impérativement promouvoir ses exportations.

C'est Indira Gandhi, alors Premier Ministre, qui lance les premières réformes de libéralisation de l'économie, soutenue par son fils Rajiv. Ce dernier supprimera le système des autorisations administratives (Licence Raj) pour les plus grosses entreprises afin de stimuler la croissance économique et l'investissement.

En effet, à la fin de l'année 1990, l'Inde doit faire face pour la première fois à une crise des paiements extérieurs, qui remet en cause la doctrine de l'auto-suffisance défendue depuis quarante ans par le gouvernement. Entre décembre 1989 et juin 1991, quatre premiers ministres vont se succéder sans trouver de solution à la dégradation de la situation. La guerre du golfe va contribuer à affaiblir encore d'avantage les équilibres extérieurs du pays car les importations de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït ainsi que les transferts d'argent réalisés par les Indiens vivants dans le golf sont stoppés.

En juin 1991, les réserves de change ne couvrent plus que deux semaines d'importations. L'Inde est au bord du défaut de paiement sur sa dette extérieure, qui est la troisième plus lourde des pays en développement. Le gouvernement indien est contraint de demander l'aide du FMI pour stabiliser la situation financière à court terme.

B. Le grand Tournant libéral de 1991 : fin du modèle d'économie fermée

¹⁵ GAVI, Philippe, *Le triangle indien. De Bandoeng au Bangladesh*, Editions SEUIL, 1972.

Au tournant des années 1980-1990, la volonté politique d'accélérer la croissance économique est à l'origine d'un « nouveau modèle de développement ».

1- L'intervention du FMI

Narashima Rao, nouvellement nommé premier ministre (21 juin 1991), décide donc de faire appel au FMI. Il place Manmohan Singh, ancien gouverneur de la Banque centrale, au poste de ministre des Finances. « Ce dernier sera le principal artisan des réformes qui démantèleront peu à peu le système réglementaire qui cadennassait l'économie indienne »¹⁶. L'intervention du FMI est le catalyseur de l'ouverture du pays à l'économie mondiale. L'Inde est obligée de respecter le Plan d'ajustement structurel qui lui est proposé et de procéder à la dévaluation de sa monnaie pour relancer les exportations, de soumettre le secteur privé à la concurrence étrangère pour améliorer sa productivité, de contrôler le déficit public en mettant un frein aux dépenses publiques. Ce tournant historique marque le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché.

Concrètement, l'année 1991 marque la libéralisation des échanges : les droits de douane sont progressivement réduits pour ne plus représenter que 40% en 1995 (contre 200% en 1991). Le « Licence Raj » est démantelé. Les investisseurs étrangers peuvent désormais s'installer beaucoup plus facilement sur le territoire indien. On observe une hausse des Investissements Directs à l'Etranger (IDE), venant en majorité des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon, de la Suisse et des Indiens de la diaspora.

Cette ouverture du pays à l'économie mondiale permet également aux entreprises étrangères d'accaparer plus facilement les terres agricoles pour y construire des industries ou y développer des productions de bio-carburant. Cela a pour conséquence la réduction du nombre de terres cultivables et l'expulsion de milliers de paysans de leurs terres, sans qu'aucune compensation ne leur soit donnée.

Pour nuancer cette entrée de l'Inde sur la scène mondiale, il est important de préciser que la libéralisation ne se fait pas de façon radicale mais de façon prudente. Un grand nombre de privatisations sont ajournées ou ralenties, et certains secteurs comme celui du sucre et du tabac nécessitent encore, pour se développer, de l'autorisation préalable de l'administration.

¹⁶ VERCUEIL, Julien, *Les pays émergents*, Paris, Bréal, 2011.

Il est important également de souligner que cette libéralisation ne commence pas réellement en 1991 mais qu'une certaine libéralisation était déjà à l'œuvre dans les années 1980, sous l'influence de Rajiv Gandhi qui souhaitait faire entrer l'Inde « dans le XXIème siècle »¹⁷. De plus, le numéro 119 de la Revue *Tiers Monde* consacré à l'Inde en 1989 était déjà intitulée « L'Inde: libéralisation et enjeux sociaux ». Frédéric Landy¹⁸ émet l'hypothèse selon laquelle l'année 1991 constituerait une inflexion plutôt qu'une rupture. Selon lui, il serait simpliste d'affirmer que l'économie indienne reste fermée de 1947 à 1991, puis s'ouvre ensuite. L'ensemble de la période aurait connu des périodes d'ouvertures et fermetures, de contrôles et de dérégulations, l'ouverture la plus importante étant celle de 1991. La libéralisation n'a donc pas été imposée unilatéralement par le FMI en 1991 mais est le fruit d'une évolution plus longue, comme nous le verrons plus loin.

L'Inde, membre fondateur du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1947, signe à Marrakech en 1994 l'Accord sur l'Agriculture de l'Uruguay Round et devient membre en 1995 de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cependant, cette libéralisation des échanges n'a pas contribué à accélérer la croissance agricole.

En 1997, la libéralisation du pays va plus loin avec la suppression de toute restriction quantitative à l'importation agricole, textile et industrielle. En 2008, la politique d'attraction des investissements étrangers se poursuit : les autorités dévoilent un projet de création de 237 zones économiques spéciales (ZES) sur le modèle chinois. Cette politique avait été lancée en 2000 par le ministre du commerce afin de favoriser les échanges et d'accélérer les investissements privés dans l'infrastructure industrielle. Ces zones bénéficient d'un régime fiscal favorable aux entreprises privées. Elles bénéficient d'une exonération de droits de douanes et d'impôts sur les bénéfices pendant une durée pouvant aller jusqu'à 15 ans.

Ce « nouveau mode de développement » ne restera cependant la réalité que d'une minorité de privilégiés. Moins de 10% des Indiens font partie de la « nouvelle classe moyenne ». La majorité est restée à l'écart de la croissance fulgurante et entre 300 et 400 millions de personnes vivent avec 1,25 dollars par jour¹⁹.

¹⁷ LANDY, Frédéric, « La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ? », Revue *Tiers-Monde* 2001, Tome 42, n°165.

¹⁸ « La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ? », *Ibid.*

¹⁹ LEROY, Aurélie, « L'Inde, une modernité controversée », *Alternatives sud*, volume 18, 2011/3.

2- La situation d'insécurité alimentaire

Si l'Inde a acquis l'autosuffisance alimentaire, elle est encore loin d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. 251 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce qui représente un cinquième des pauvres du monde. Une majorité de petits paysans (plus de 50% de la population nationale) ne produit pas assez pour sa propre consommation et constitue des acheteurs nets de produits agricoles.

L'arrivée des multinationales, et l'instabilité des prix mondiaux qui y sont associés font que les fermes ne sont plus viables. La surface de terre par habitant ne fait que baisser alors que la demande en produits agricoles ne fait qu'augmenter, sous le poids de la forte croissance démographique. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, des prix mondiaux élevés ne bénéficient pas toujours directement au producteur. En effet, les producteurs supportent la totalité du risque en cas de mauvaise récolte alors que les entreprises de semences et de pesticides tirent directement profit des prix mondiaux élevés. C'est ce qu'il s'est passé dans les années 1990 lors de la hausse des prix du coton. Les agriculteurs se sont endettés pour produire du coton mais l'absence de pluie de l'été 1997 les a totalement ruinés.

Aujourd'hui, le gouvernement indien stocke des quantités astronomiques de blé pour faire face à une chute de la production agricole comme lors de sécheresses ou d'inondations, ou pour les revendre à moindre prix aux plus démunis. Mais ces stocks de blé s'accumulent et pourrissent dans des entrepôts ou sous des bâches. Les réserves ont atteint plus de 40 millions de tonnes en 2012²⁰, soit trois fois le niveau de sécurité recommandé. Or certains États fédérés viennent à manquer de blé. L'incohérence de cette situation a été soulevée par la campagne du Droit à la Nourriture (Right to Food campaign) menée par un ensemble d'ONG dont nous détaillerons l'action plus loin. Ces derniers demandent au gouvernement de reverser une partie de ses stocks à la population pauvre. Le problème ici est un problème de gestion des stocks, et d'insuffisance de la demande due à un manque de pouvoir d'achat, et non de surproduction, explique Pronab Sen, statisticien indien. C'est dans ce sens que la crise est actuelle est pour l'Inde singulière : il n'y a pas de pénurie de céréales alimentaires, et ce malgré les mauvaises performances de la production agricole.

La moitié des enfants du pays âgés de moins de cinq ans souffrent de

²⁰ *Système Mondiale d'Information et d'Alerte Rapide sur l'Alimentation*, « Perspectives de récolte et situation alimentaire », rapport trimestriel n°3, octobre 2012.

malnutrition²¹. Et malgré la croissance économique de ces dix dernières années, le taux de malnutrition n'a pas diminué de 1999 à 2006 (21%²²). Une légère baisse a cependant été enregistrée en 2012, pour atteindre 18%. Cette situation est d'autant plus surprenante que le pays s'enrichit et ne connaît ni guerre civile, ni crise politique.

Cette situation d'insécurité alimentaire est également liée à l'instabilité des prix des matières premières²³. Cette instabilité est en partie due au détournement des terres agricoles au profit de la production énergétique. En effet, comme nous verrons plus loin, la production de bio-carburants accroît le coût d'opportunité de la terre ainsi que le prix des denrées alimentaires.

3- Les prévisions de la demande alimentaire

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) prévoit pour 2013 une mauvaise récolte de riz du fait de l'arrivée tardive de la mousson et de mauvaises conditions météorologiques. La FAO prévoit également un recul des exportations de riz. Quant aux importations totales de blé, elles devraient reculer de 5% par rapport à l'an dernier, en raison de la production intérieure abondante en 2012 dans la plupart des États producteurs. « Étant donné la récolte exceptionnelle attendue et les stocks de report mieux approvisionnés en blé en Inde, les exportations de ce produit devraient atteindre un niveau record en 2012/13 »²⁴.

Après être revenue sur l'origine et les causes profondes de la crise agraire indienne, le tournant libéral de 1991, je souhaite maintenant mettre plus particulièrement l'accent sur le rôle joué par les autorités politiques dans cette détérioration de la situation agraire. L'entrée du sous-continent indien sur la scène internationale a induit un certain nombre de choix politiques quant au modèle de société souhaité. Il est donc intéressant d'étudier la responsabilité directe du gouvernement dans la crise agraire et alimentaire actuelle.

²¹ Organisation Mondiale de la Santé, « Global Database on Child Growth and Malnutrition », 2011, <<http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>>, consulté le 5 février 2013.

²² Statistiques de la FAO, <<http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/ess-fadata/en/>>, *Food Security indicators*, consulté le 15 décembre 2012.

²³ GERONIMI Vincent et MAITRE D'HOTEL Élodie, « Les évolutions récentes des cours des matières premières agricoles », *Revue Tiers-Monde* n°211.

²⁴ Rapport « Perspectives de récolte et situation alimentaire », *Op. Cit*

C. Attitude de l'État depuis 1991

Il s'agit ici de montrer que l'orientation prise par l'économie indienne en 1991 résulte clairement d'un choix politique des dirigeants de l'époque. On pourrait discuter ce terme de « choix » car, en 1991, le gouvernement n'avait d'autre alternative que d'accepter l'intervention du FMI et la libéralisation des échanges. Cependant, le gouvernement n'est jamais revenu sur ce tournant de 1991 et a, au contraire, continué dans cette voie néo-libérale en favorisant le développement du secteur industriel et des services, au détriment du secteur agricole. Cette Nouvelle Politique Economique (NEP) est présentée par le Parti du Congrès comme une nécessité ne tolérant pas d'autre solution²⁵. Les grandes réformes des années 1980-1990 traduisent une volonté politique forte de transférer de l'État au secteur privé le rôle de moteur principal du développement national.

Cependant, les changements se font de façon plutôt lente afin d'assurer la continuité avec la période précédente. Ce modèle de croissance « à l'indienne » est basé sur le maintien d'une certaine autonomie et la volonté d'éviter une ouverture trop fragilisante. S'il est vrai que la libéralisation du début des années 90 n'est pas si tranchée qu'elle puisse paraître, les discours politiques eux témoignent d'une réelle volonté politique.

1- Un désengagement de l'État dans la politique de développement

La déréglementation menée par le gouvernement se caractérise d'abord par une baisse des dépenses publiques dans les campagnes, ayant pour conséquence la dégradation des infrastructures rurales (routes, puits, fourniture en eau et électricité). Ce choix du gouvernement de ne plus faire de la politique de développement une priorité, de ne pas privilégier les investissements en infrastructures de communication, d'éducation et de santé renforce inexorablement les inégalités sociales. Au contraire, la priorité affichée du gouvernement est la réduction du déficit public, dictée par les institutions internationales (FMI et Banque Mondiale).

Il en résulte un ralentissement de la croissance agricole, sur une période pourtant où la mousson est plus favorable qu'en 1965 et 1987. La part de l'agriculture dans les

²⁵ HEUZE, Gérard, « Les conséquences sociales de la libéralisation en Inde », Revue *Tiers-Monde* 2001, Tome 42, n°165.

plans quinquennaux passe de 16% en 1980 à 5,2% en 2002. Le crédit alloué par les banques aux paysans passe de 18% du total dans les années 1980 à 10% en 2003. La part des infrastructures (routes, électricité) dans les investissements publics qui était de 23% dans les années 80, n'est plus que de 13% à l'échelle nationale. Cette décélération n'est qu'en partie compensée par la hausse des investissements privés et par la diversification du secteur agricole. Le pourcentage de l'agriculture dans le PIB est passé de 30% au milieu des années 90 à 17%²⁶ en 2011, et les prévisions annoncent un passage prochain en dessous de la barre des 10% car aucune politique aujourd'hui ne va dans le sens d'un regain d'investissement dans le secteur agricole.

Lors de la campagne électorale de 2004, le BJP et le Congrès, les deux grands partis politiques nationaux²⁷, donnent une place plus importante aux paysans dans leur programme²⁸. Pourtant, les autorités publiques continuent à soutenir l'installation de multinationales sur des terres cultivables. L'entourage du premier ministre Manmohan Singh est composé de partisans de réformes économiques libérales ayant comme obsession de « restaurer le confiance des investisseurs étrangers par des mesures favorables aux IDE » entrants et sortants²⁹. Ces derniers sont passés respectivement de 3,5 et 0,5 milliards de dollars en 2000 à 42,5 et 19,3 milliards de dollars en 2008³⁰.

2- Deux exemples caractéristiques de la dérégulation menée par le gouvernement : les Zones Économiques Spéciales (ZES) et le soutien aux bio-carburants.

La politique de diffusion des ZES est caractéristique de l'attitude générale adoptée par le gouvernement indien. L'objectif de cette politique est de favoriser et d'intensifier les investissements privés dans l'industrie, l'immobilier, les routes, les barrages, les cultures d'agro-carburants, en donnant aux entreprises des conditions d'installation particulièrement attractives (exonérations fiscales sur les droits de douane, les taxes indirectes et les impôts sur les bénéfices). Cette politique d'appui à l'acquisition de terres pour les investisseurs étrangers est très controversée.

²⁶ *Statistiques de la Banque Mondiale*,

<<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS/countries>>, consulté le 2 février 2013.

²⁷ Le parti du Congrès est l'artisan de la politique socialiste menée jusqu'aux années 1970. Le Bharatiya Janata Party (BJP) né en 1980 a une tradition nationaliste et constitue le parti d'opposition à la Lok Sabha (chambre basse du parlement).

²⁸ GILBERT, Étienne « Agriculture et économie rurale en Inde – Début de réveil », *Revue Tiers Monde* 3/2005 (n° 183), p. 539-558.

²⁹ *Problèmes économiques*, « L'Inde en quête d'un nouveau souffle », n°3060, Janvier 2013.

³⁰ *Problèmes économiques*, « La responsabilité sociale des entreprises en Inde : actualité et perspectives », n°3033, Décembre 2011.

Le problème majeur est que, « la conversion de terres agricoles ou de pâturages en unités manufacturières ou de services ne se traduit pas nécessairement par des offres d'emploi pour ceux qui ont cédé leurs terrains : en pratique ce n'est pas le cas »³¹. Loraine Kennedy met en ici en valeur le fait que les paysans qui ont cédé leur terrain n'obtiennent aucune compensation car le plus souvent, ils ne possèdent pas de titre légal attestant de leur propriété et n'ont donc aucun droit sur cette terre. Lorsque les investisseurs rencontrent des difficultés pour acquérir une terre, ils font appel aux pouvoirs publics qui, pour des raisons économiques évidentes, appuient leur demande en leur fournissant une aide stratégique (forces de police) pour en prendre possession. L'État n'hésite pas à fermer les yeux lorsque les investisseurs usent de moyens violents pour déloger des propriétaires récalcitrants. En mars 2007, 14 personnes sont mortes à Nadigram suite à une altercation entre des paysans et les forces de l'ordre.

L'État, dans sa volonté d'attirer toujours plus de capitaux, laisse de côté l'ensemble des préoccupations sociales et environnementales. Il n'impose aux entreprises aucune contrainte en termes de localisation géographique des ZES, alors qu'il aurait été judicieux, dans l'intérêt du pays, de favoriser l'installation de ZES dans les régions les moins développées. D'après les recherches faites par Loraine Kennedy, 75% des projets se concentrent dans les six États les plus industrialisés du sud et de l'Ouest du pays. Selon des chiffres officiels, le Tamil Nadu a perdu plus d'un million d'hectares de terres agricoles entre 1991 et 2003³².

Une autre lacune dans la réglementation des acquisitions de terres agricoles est qu'elle ne prévoit aucun mécanisme de sortie. Si le projet initialement prévu échoue ou s'il nécessite une plus petite superficie, la terre pourrait être retournée au propriétaire d'origine. Mais il n'en est rien.

Le résultat de cette politique est la hausse des inégalités régionales, la diminution des terres agricoles et le déplacement massif de populations rurales et tribales. Un cas particulièrement inquiétant est celui des groupes tribaux (8% de la population totale du pays) vivant dans des régions riches en ressources naturelles. L'arrivée du secteur privé dans ces régions prive ces groupes de leurs terres et oblige leur déplacement, sans qu'ils puissent bénéficier d'une indemnisation. Les tribus n'ont,

³¹ KENNEDY, Loraine, « La politique contestée des zones économiques spéciales en Inde », Réseau Asie et Pacifique, mai 2010 <<http://www.reseau-asie.com/edito/zones-economiques-speciales-zes-inde/>>, consulté le 18 décembre 2012.

³² « L'Inde, une modernité controversée », *Alternatives sud*, Op.Cit.

une fois expulsées, plus aucun moyen d'existence. Le gouvernement agit au détriment des moyens d'existence traditionnels et durables de la population.

Le Conseil national de recherche pour l'agriculture (Indian Council for Agricultural Research), organisation autonome du ministère de l'agriculture, a dans ce sens recommandé l'interdiction de l'affectation des terres agricoles fertiles à l'industrialisation ou à l'urbanisation; sans que ces recommandations ne soient prises en compte par le gouvernement.

Le gouvernement facilite également l'appropriation de terres agricoles par de grandes multinationales spécialisées dans les bio-carburants³³. Les bio-carburants sont produits à partir de cultures alimentaires. L'éthanol, substitut ou complément à l'essence, est produit à partir de la canne à sucre, et le biodiesel est fabriqué à partir d'huile. Au début des années 2000, la production mondiale était quasi-inexistante. Entre 2000 et 2009, elle est passée de 17 à 110 milliards de litre, restreignant l'offre de produits alimentaires et aggravant l'insécurité alimentaire. L'argument selon lequel la culture de Jatropha, plante à l'origine d'un agro-carburant, se fait sur des terres non-cultivables ne tient pas, car ces terres sont utilisées par les agriculteurs pour fournir du fourrage à leur bétail. De plus, dans 90% des cas, les terres acquises pour la culture d'agro-carburant sont affectées à un tout autre usage. Il s'agit d'une stratégie pour se voir octroyer des terres par le gouvernement.

On comprend à travers cette politique des ZES que les dirigeants politiques sont tiraillés entre la protection de l'agriculture nationale et le développement industriel du pays. Dans un discours devant le Conseil National du Développement en 2006, Manmohan Singh a déclaré : « Certes, nous devons limiter la reconversion des terres agricoles et puisque nous avons le choix, nous devons utiliser les terres incultes à des fins non agricoles. Cependant, il ne faut pas oublier que l'industrialisation est un besoin national si nous voulons réduire les pressions sur l'agriculture et fournir un emploi rémunéré et productif à des millions de jeunes indiens qui n'envisagent pas leur avenir dans l'agriculture »³⁴.

3- Les mesures prises par le gouvernement pour pallier cette marginalisation du

³³ HUBERT Marie-Hélène, « Nourriture contre carburant : quels sont les éléments du débat? », Revue *Tiers-Monde* 2012, n°211.

³⁴ Discours du premier ministre au Conseil National pour le Développement de 2006, <www.unicef.org>.

milieu rural

Pour garantir la sécurité alimentaire, le gouvernement fédéral a défini plusieurs programmes remplissant deux objectifs : stimuler la production agricole et contrôler les prix alimentaires afin de les rendre accessibles à la population. Ces instruments sont mis en œuvre au niveau des États.

Comme nous l'avons rapidement exposé plus haut, en amont, le gouvernement a établi un système de prix minimums (MPS) pour vingt-cinq produits agricoles (lait, céréales, coton, canne à sucre...) destinés à couvrir les coûts de production de l'agriculture en cas de forte chute des cours.

En aval, le gouvernement a mis en place un système public de distribution (PDS) pour que les plus pauvres puissent accéder à moindre prix aux denrées qui sont jugées essentielles (céréales, sucre, huiles alimentaires...). Ce programme consiste pour le gouvernement à acheter des produits alimentaires (riz et blé principalement) aux paysans, à les stocker, et à les revendre à des prix très subventionnés aux familles les plus pauvres, dans 400 000 magasins (Fair trade shops). Au total, 40 millions de tonnes de céréales sont distribuées chaque année dans le cadre de ces programmes à 65,2 millions de ménages pauvres³⁵.

Et entre les deux s'intercale, depuis 1971, un prix de prélèvement (PP): un prix auquel l'État s'engage à acheter les denrées alimentaires pour constituer les stocks gouvernementaux et redistribuer ces derniers via le PDS. Ce PP assure ainsi une sécurité de revenu aux producteurs de riz et de blé, et est bien supérieur au prix minimum.

Voici un exemple du système subventionné des produits alimentaire :

En roupies (en euros) par quintal	Prix d'achat aux producteurs (Minimum support price)	Prix subventionné aux familles			Prix de détail (Delhi)
		Pauvres	Moyennement pauvres	Très pauvres	
Blé	1100 (17,6)	610 (9,8)	415 (6,6)	200 (3,2)	1626 (26)
Riz	950 roupies (15,2)	795 (12,7)	565 (9)	300 (4,8)	1964 (31,4)

source : ambassade de France

Cependant, des enquêtes menées sur le fonctionnement du PDS ont mis en évidence des problèmes majeurs : le coût élevé de la gestion du système, l'accumulation

³⁵ Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture de France, « L'Inde et la sécurité alimentaire : un enseignement pour l'Europe », n° 1005, août-septembre 2011.

des stocks qui pourrissent à l'air libre, l'existence de territoires non couverts par le PDS, les fraudes, l'ouverture des magasins de rationnement seulement deux à trois jours par mois.

En effet, cette politique de subvention des produits agricoles pèse lourd dans le budget du pays. Sur les 40% de céréales commercialisées, l'État en achète la moitié. Cette politique de subventions n'est plus du tout cohérente avec l'ouverture libérale de 1991. Le FMI, la Banque mondiale ainsi que l'OMC incitent l'Inde à réduire drastiquement ses subventions.

Le gros problème actuellement est qu'un nombre important de ménages pauvres n'ont pas accès au PDS alors que des riches profitent de ces produits subventionnés, et ce du fait de fraudes. De fausses cartes de rationnement BPL (Below Poverty Line) s'achètent à des fonctionnaires corrompus. Et certaines personnes vivants sous le seuil de pauvreté ne parviennent pas à fournir une adresse ou à justifier de leur absence de revenu, ce qui les exclut de fait du dispositif³⁶. Ces cartes font également l'objet de détournements et il n'est pas rare qu'elles soient utilisées pour contracter des emprunts, rembourser des dettes, ou encore compléter la dot lors d'un mariage.

En 2009, le parti du congrès nouvellement élu s'était engagé à améliorer la gestion du système et à élargir encore le nombre de bénéficiaires afin de couvrir tout le territoire. Le projet est aujourd'hui toujours en discussion, car étendre le système impliquerait de disposer d'une quantité suffisante de céréales pour relancer la production et d'un espace suffisant de stockage. Cela reviendrait en quelque sorte à lancer une deuxième révolution verte, ce qui n'est pas du tout en adéquation avec la politique budgétaire actuelle du gouvernement.

En décembre 2011, le gouvernement prépare une nouvelle loi, le « Food Security Bill » permettant une distribution plus équitable des céréales car basée sur les revenus des familles. Les familles les plus pauvres bénéficient de 7 kg par personne et par mois, et les autres familles bénéficient de 3 kg par personne et par mois. Cependant, en 2012, le gouvernement est revenu sur cette catégorisation, celle-ci impliquant une organisation trop complexe et un risque trop élevé de corruption. Le projet de loi prévoit d'organiser un système général de distribution : chaque famille (67% de la population) reçoit la même quantité de céréales, soit 5 kg par personne et par mois.

En ne libérant pas de ses stocks la quantité adéquate de céréales, le gouvernement contribue à maintenir des prix artificiellement haut. De plus, la

³⁶ *Problèmes économiques*, « la croissance ne réduit pas la pauvreté et les inégalités », n°3060, janvier 2013.

conservation de ces stocks coûte cher à l'État et après trois ou quatre ans, les céréales deviennent impropres à la consommation et sont données au bétail. En décembre 2012, à la demande de nombreuses ONG, le gouvernement a décidé de libérer 2,5 millions de tonnes de blé de ses stocks jusqu'en juin 2013³⁷ afin de désengorger les entrepôts de stockage qui rassemblaient 37 millions de tonnes au 1er décembre 2012; soit plus du double du niveau requis pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

4- La perspective des élections de 2014

Aujourd'hui, l'objectif du gouvernement est de remporter les prochaines élections générales qui se tiendront au second trimestre 2014. Aucune réforme économique profonde ne sera mise en place avant cette date. Toutefois, le parti du Congrès est en train de mettre en place deux réformes majeures : les « Direct Beneficiary Transfers » et le système du « Unique Identity Proof ».

Le mardi 1er janvier 2013, le gouvernement central a lancé officiellement son système de transferts directs des aides sociales sur le compte bancaire des bénéficiaires. Cette mesure très attendue implique la création massive de comptes bancaires pour les bénéficiaires et devrait permettre de réduire les fraudes et de s'assurer que 100% des aides versées bénéficient aux personnes visées. Cette mesure qui touchait initialement vingt districts a été étendue à 11 districts supplémentaires le 1er février, et 12 autres le 1er mars. Le gouvernement compte sur cette mesure pour faire des économies en éliminant la corruption. Le premier ministre Manmohan Singh s'est exprimé à la première réunion du Conseil National sur les Transferts Direct qui s'est tenue au mois de Novembre 2012 : « Nous avons une chance d'assurer que chaque roupie dépensée par le gouvernement le soit à bon escient et bénéficie à ceux qui le méritent vraiment »³⁸. Ces transferts directs concernent différents domaines comme les bourses scolaires pour les castes les plus défavorisées et les subventions du Public Distribution System.

Beaucoup d'observateurs craignent que ce nouveau système connaisse le même échec que le Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme (MNREGS). Ce programme, lancé en février 2006 en vue des élections de 2009, avait pour objet le versement aux paysans pauvres d'un revenu minimum garanti de 60 roupies par jour pendant 100 jours, en contrepartie d'une participation à des travaux

³⁷ <www.commodesk.com> consulté le 5 février 2013.

³⁸ <<http://pmindia.gov.in/all-speeches.php>>, consulté le 13 décembre 2012.

d'intérêt général. Le problème avec ce système est que les paiements n'arrivaient jamais aux personnes visées, ou avec beaucoup de retard. Les paysans devaient cependant payer les matières premières utilisées pour réaliser les travaux, donc avaient recours à des prêts ou à des pots de vin et ne rentraient jamais dans leurs frais, même une fois le salaire versé. Ceci contribuait encore davantage à l'exclusion sociale des foyers les plus pauvres. Les observateurs les plus sceptiques expliquent que ce qui est présenté comme la mesure phare pouvant permettre au gouvernement en place de remporter les élections de 2014, pourrait au contraire jouer en sa défaveur.

La seconde mesure proposée par la commission au plan³⁹, qui vient compléter le système de transferts bancaires, est l'identification de la population par un numéro unique appelé « Aadhaar number ». En effet, une des barrières rencontrées par les plus pauvres pour accéder aux aides versées par le gouvernement est l'incapacité de prouver son identité. Ces familles doivent donc passer par une longue procédure d'identification qui coûte cher et aboutit rarement car les familles ne disposent pas toujours des documents demandés. Ce système d'identification unique permet de réduire les fraudes, l'usurpation d'identité et de réduire ainsi significativement les dépenses du gouvernement. A ce jour, 210 millions d'indiens ont été enregistrés et ce chiffre devrait tripler d'ici 2014⁴⁰.

5- Le défi du gouvernement : réduire la corruption et changer l'image du personnel politique.

On comprend, à travers ces deux mesures, le défi actuel du gouvernement, qui est de trouver des solutions à la corruption et au détournement des aides publiques, réduisant la capacité des pouvoirs publics à faire prévaloir l'intérêt public. Il s'agit aussi pour le gouvernement de redynamiser le personnel politique, à qui on reproche d'être vieux et corrompu. En effet, la scène politique est sclérosée par des hommes et des femmes de 70 à 80 ans, ce qui colle mal avec l'image d'ultra performance que souhaite se voir octroyer le pays sur la scène internationale. Le Premier Ministre Manmohan Singh a eu 80 ans en 2012, le Président Pranab Mukherjee a 77 ans, le ministre de l'agriculture Sharad Pawar a 72 ans.

³⁹ La commission au plan existe toujours et a élaboré en 2012 son 12ème plan quinquennal (2012-2017).

⁴⁰ « La croissance ne réduit pas la pauvreté et les inégalités » p.27, *Op. Cit.*

La corruption gangrène le pays qui, selon le dernier rapport de Transparency International, se place au 94^{ème} rang sur 178, au même titre que l'Albanie, la Jamaïque et le Liberia⁴¹. Si un nombre important d'hommes politiques sont impliqués dans des affaires de corruption, la population elle aussi pratique couramment les dessous de table afin d'accéder à de petits services. Ce système de corruption existait déjà dans l'Inde coloniale mais il s'est amplifié dans les années soixante avec l'affaiblissement du parti du Congrès et la montée de partis régionaux. Aujourd'hui, ces petits partis ont besoin de financement pour peser face aux deux grandes formations qui alternent au pouvoir (Parti du congrès et BJP), faire élire leurs candidats et jouer un rôle à l'assemblée nationale. Cela donne naissance à une « corruption incroyable »⁴². Quand l'économiste Manmohan Singh est porté au pouvoir par le parti du congrès en 2004, une rumeur révèle que le parti aurait acheté plusieurs députés afin d'obtenir la majorité au parlement.

La corruption trouve aussi sa source dans la révolution verte. Pour investir, acheter de nouveaux tracteurs, des pompes à eau, les paysans demandent des autorisations à investir, dans le cadre du Licence Raj. Le secteur public et l'administration deviennent alors corrompus, soumettant l'octroi de ces autorisations au versement de grosses sommes d'argent. Aujourd'hui, tout se monnaie: les corrompus sont corrupteurs. Le système de corruption est tellement fort que tout le monde s'y plie et est obligé de payer.

C'est dans ce contexte qu'un homme de 74 ans, Anna Hazare, avait entamé au printemps 2011 une grève de la faim pour exiger la création d'une autorité indépendante capable d'enquêter sur les affaires de corruption touchant les plus hautes sphères du pouvoir. Aujourd'hui, un espoir de contournement de cette corruption est rendu possible avec le développement d'internet et de la téléphonie mobile. Comme l'expose Max-Jean Zins, pour acheter un billet de train, on est plus obligé de laisser quelques roupies à l'agent du guichet. Il y a moins d'intermédiaires.

Cette partie nous a permis de démontrer le rôle ambigu de l'État dans la crise agraire actuelle. En effet, l'État contribue à la régulation du marché agricole grâce à son système public de distribution, mais ce système comporte de nombreux

⁴¹ *Le Monde*, « En Inde, une gigantesque affaire de corruption ébranle le gouvernement » 14 novembre 2011

⁴² ZINS, Max-Jean, « La corruption en Inde : un mal lié à la démocratisation », OMER, <www.omer.sciences-po.fr>, consulté le 9 janvier 2013.

dysfonctionnements; la preuve la plus caractéristique étant le gestion des stocks de céréales. Il y a donc un problème évident de redistribution.

Le gouvernement semble tiraillé entre la volonté de procéder à l'industrialisation du pays et la nécessité de maintenir des aides sociales fortes pour la population rurale. Toute la question ici est de savoir comment gérer la transition économique du pays ainsi que la reconversion des paysans. A cette question, le gouvernement n'a encore trouvé aucune solution et c'est la raison pour laquelle il semble jouer sur les deux tableaux, en essayant de compenser la crise agraire par une politique de subventions.

Nous allons maintenant nous attacher à détailler les conséquences de cette crise agraire et de cette libéralisation des échanges sur la société et sur l'économie indienne. Cela nous permettra de mieux comprendre l'enjeu de la transition économique actuelle, les intérêts des différents acteurs étatiques et non-étatiques ainsi que les possibilités d'action de la société civile.

II. Les conséquences de la libéralisation de l'économie et de la crise agraire

A. Conséquences pour les paysans

1. Dépendance envers les semences hybrides

Le drame de la révolution verte est le système de dépendance dans lequel les paysans se sont fait entraîner. Des semences miracles, aux rendements exceptionnels, ont été vendues en masse aux paysans et les variétés traditionnelles ont été interdites dans de nombreuses banques de semences gouvernementales. Si les semences hybrides ont indéniablement contribué à l'augmentation rapide de la production, permettant ainsi à l'Inde de retrouver sa sécurité alimentaire, elles ont également contribué à la ruine des paysans. Le propre de ces semences hybrides est qu'elles sont plus résistantes que les graines habituelles, ont une espérance de rendement plus élevé, une durée de maturation plus courte, mais sont plus chères et ne se reproduisent pas d'année en année. Les paysans bénéficient donc de récoltes plus importantes, mais doivent racheter des graines

chaque année, en ayant recours à des prêts. Ce système est efficace tant que les récoltes sont bonnes. Mais parfois, des graines non certifiées achetées à des vendeurs suspects s'avèrent être malades. Le producteur n'obtient donc aucune récolte, ce qui l'empêche à la fois de rembourser son prêt et de racheter de nouvelles semences. Les prêteurs en profitent pour exiger des taux d'intérêt exorbitants.

Cette situation a poussé de nombreux petits propriétaires au suicide. Entre 1998 et 2008, on relève 200 000 cas de suicides⁴³ de paysans pris au piège de la dette. Et avec l'augmentation fulgurante des prix des intrants et la chute des prix agricoles, le taux de suicide est en augmentation constante. Certains vont même jusqu'à vendre leurs organes vitaux pour rembourser leurs dettes. L'hécatombe touche particulièrement les États du sud de l'Inde comme le Karnataka, l'Andhra Pradesh, le Madhya Pradesh, qui renferment plus de 60% des cas. L'impact est tel qu'en 2000, le gouvernement a décidé d'arrêter de verser une pension aux familles de paysans ayant commis un suicide, estimant que cela encourageait au suicide.

Prenons l'exemple du coton. Récemment, une des solutions proposées pour augmenter rapidement la productivité et ainsi sortir le pays de sa situation d'insécurité alimentaire, est la diffusion en 2002 de coton génétiquement modifié (CGM)⁴⁴, appelé aussi « Bt Cotton ». Ce coton présente l'avantage de protéger la production de différents insectes et parasites, et d'être plus productif. Aujourd'hui, 92% du coton en Inde est du Bt Cotton. Mais le risque majeur ici est de « soumettre les paysans pauvres au pouvoir de monopole des semenciers »⁴⁵ en leur faisant adopter une solution technique dont on met encore en doute l'efficacité. En effet, les risques environnementaux liés à l'utilisation de ces semences sont encore peu connus à la fin du 20^{ème} siècle. Pourtant, le gouvernement a soutenu l'utilisation de ce coton OGM en diffusant de nombreuses publicités.

En août 2012, le gouvernement du Maharashtra (État de l'Ouest de l'Inde) a interdit la vente de graines de Bt cotton génétiquement modifiées de la compagnie Mahyco (Maharashtra Hybrid seeds Company), partenaire de l'entreprise américaine Monsanto. La compagnie était accusée d'offrir des graines de qualité inférieure,

⁴³ *The Independent*, « India's hidden climate change catastrophe », 2 Janvier 2011, <<http://www.independent.co.uk/environment/climate-change/indias-hidden-climate-change-catastrophe-2173995.html>> consulté le 4 janvier 2013.

⁴⁴ FOK, Michel, « Conditions, résultats et perspectives d'utilisation du coton génétiquement modifié (coton Bt) dans les PED », *Revue Tiers-Monde* 2006, tome 47, n°188.

⁴⁵ *Ibid.*

aggravant ainsi la crise agraire et provoquant de nombreux suicides chez les paysans. Cette interdiction revêt un symbole fort, car pour une fois un gouvernement ose s'opposer à une multinationale. Mais vingt-huit autres compagnies vendent encore du Bt cotton⁴⁶, élevant l'Inde au rang de premier cultivateur. On suspecte cette variété hybride de coton d'être néfaste à la fois pour l'environnement et pour la santé publique. En effet, les plantes ont certes un rendement élevé, mais à condition qu'on les asperge de tonnes de pesticides et de deux fois plus d'eau que les semences normales. « Certains des fermiers qui se sont suicidés avaient réalisé jusqu'à cinquante pulvérisations d'herbicide et de pesticide sur leurs champs de coton, mais cela n'a pas empêché leur récolte de dépérir »⁴⁷, affirme le professeur Nanjundaswamy, fondateur du Mouvement pour la Défense des Fermiers du Karnataka (Karnataka Rajya Ryota Sangha - KRRS) dont nous reparlerons plus loin. Le même spécialiste affirme que ce coton génétiquement modifié aurait « éliminé par pollinisation nombre de nos plantes indigènes qui possédaient par exemple des qualités de résistance à la sécheresse et à certains parasites propres à l'Inde, résistance que n'ont pas les plantes hybrides ».

Cette utilisation à outrance d'engrais et de pesticides est particulièrement néfaste pour la santé des producteurs. Au Penjab, le cancer est la quatrième cause de mortalité, après les attaques cardiaques, la malaria et les troubles respiratoires⁴⁸. En 1985, 70% des pesticides utilisés en Inde étaient interdits dans les pays développés en raison de leur toxicité. Pourtant, ils étaient appliqués à mains nues dans le sous-continent. Selon des médecins indiens, les pesticides seraient également responsables de malformations chez 8 000 nourrissons naissant chaque année au Rajasthan (État du nord-ouest de l'Inde).

C'est pourquoi de nombreuses associations demandent l'interdiction complète de la commercialisation de ces graines. Cette technologie était initialement destinée aux zones irriguées, mais a été étendue à l'ensemble des États producteurs de coton. Les graines de coton indiennes coûtent moins chers, sont prêtes à être récoltées au bout de cinq mois, et demandent beaucoup moins d'intrants (eau, pesticides, engrais). Les graines génétiquement modifiées sont, elles, plus résistantes, peuvent être récoltées plus rapidement, mais coûtent plus cher et demandent beaucoup d'intrants.

⁴⁶ *Times of India*, « Maharashtra Bans Bt cotton seeds », 9 août 2012, <http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-08-09/india/33118430_1_cotton-seeds-bt-cotton-cotton-growing-states> consulté le 5 février 2013.

⁴⁷ *Les mots ont un sens*, « Inde : Suicides massifs de milliers de paysans - Les OGM en question... », 17 avril 2009, <<http://psycho-sensori-motrice>>, consulté le 15 décembre 2012.

⁴⁸ « Agriculture et Alimentation de l'Inde », p 159, *Op. Cit.*

Dans ce débat s'opposent des intérêts divergents : celui des producteurs de produits chimiques qui ont tout intérêt à voir s'accroître la vente de Bt cotton, et celui des paysans qui s'endettent. Le gouvernement avait jusqu'à présent clairement tendance à prendre la défense des producteurs, jusqu'à l'interdiction formulée par le Maharashtra.

2. L'exode rural

L'émergence s'accompagne systématiquement d'un chômage de transition : dans les économies à dominante rurale, la croissance de la productivité agricole libère une main d'œuvre qui ne trouve pas toujours à s'employer localement dans les activités artisanales, industrielles ou de services. Cette main d'œuvre migre alors vers les villes, dont les capacités d'absorption (infrastructures et activités économiques) ne sont clairement pas à la mesure de l'afflux. Entre 1991 et 2001, déjà 8 millions de paysans avaient abandonné leur activité. Il y a ici un problème majeur de reconversion de la main d'œuvre agricole, qui n'est pas absorbée par le marché du travail urbain. Ce phénomène est amplifié par la segmentation de la société indienne en castes. Les conséquences sociales de cette migration trop rapide vers les villes sont lourdes.

Tout d'abord, elle provoque un développement anarchique des agglomérations. L'arrivée de centaines de milliers de migrants entraîne la dégradation des conditions sanitaires, sociales et de sécurité. Les équipements collectifs et les infrastructures sont insuffisants et des banlieues-bidonvilles se développent autour des villes. Selon Bina Lakshari, une travailleuse sociale de la région de Mumbai, les habitations en bidonville demeurent même hors d'accès pour certaines communautés, « trop pauvres pour louer même une chambre ». « Ces gens ramassent les déchets, travaillent sur les docks, deviennent domestiques. Et ceux qui réussissent à trouver une place dans un bidonville ne sont pas forcément mieux lotis: certaines familles n'ont pas accès à l'eau et aux toilettes depuis vingt-cinq ans ! »⁴⁹.

Ensuite, il est très difficile pour ces populations faiblement qualifiées de trouver un emploi stable. Les périodes de chômage sont longues et l'activité économique est souvent liée à l'économie souterraine.

Amitabh Kundu, professeur d'Économie spécialisé dans l'étude du développement régional à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, parle de la

⁴⁹ CHAKRAVERTY Cléa, « Inde, ce géant encore fragile », Revue Regards, 1er juillet 2009, <www.regards.fr>, consulté le 23 novembre 2012.

« dégénérescence » des villes. Selon Subir Gokarn, économiste au sein de l'agence de notation Crisil, filiale indienne de Standard & Poor's, « dans un modèle de développement classique, il devrait y avoir une transition de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services. Mais en Inde nous passons directement de l'agriculture aux services. Or ceux-ci ne créent que des emplois qualifiés. L'industrie, elle, ne croît pas assez vite pour absorber la masse des agriculteurs »⁵⁰.

Toute la question ici est celle de la transition économique du pays, de la reconversion des paysans et de leur installation précaire dans les villes. La solution mise en avant par les ONG indiennes est de rendre les campagnes plus attrayantes afin de contenir l'exode; mais ceci implique que le gouvernement change son fusil d'épaule et investisse à nouveau dans les infrastructures rurales.

B. Conséquences pour la société indienne

1. La montée des contestations et des tensions sociales

La crise agraire et le creusement toujours plus grand des inégalités ont nourri un ressentiment très fort des paysans à l'égard du gouvernement et des nantis. Ce ressentiment s'est transformé en une montée des contestations et à une expansion des violences des mouvements maoïstes et naxalites. Ces naxalites sont initialement des militants communistes radicaux d'extrême gauche inspirés par l'idéologie maoïste. En 1967, ils font scission du Parti Communiste Indien (CPI) et forment le Communist Party of India (Marxiste-léniniste), dans la région de naxalbari au Bengale occidentale. Ces dernières décennies, le mouvement s'est particulièrement développé dans les zones rurales des États les moins développés (Orissa, Andhra Pradesh, Chhattisgarh...) afin de prendre la défense des paysans. La commercialisation et la privation des ressources forestières, l'aliénation des terres tribales, les expulsions liées à la construction de barrages ou d'autres industries, ont appauvri ces populations et intensifié la révolte populaire. Ils utilisent ainsi le mécontentement et le ressentiment populaire envers la puissance publique, très peu concernée par la protection des «castes et tribus répertoriées »⁵¹ (Scheduled Casts and Scheduled Tribes), pour promouvoir leur

⁵⁰ MOMAGRI (*Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture*), « L'Inde agricole : entre forces et faiblesses », article publié par la rédaction du MOMA en 2008, <http://www.momagri.org/FR/articles/L-Inde-agricole-entre-forces-et-faiblesses_249.html>, consulté le 5 mars 2013.

⁵¹ Ces deux groupes ont été identifiés dans la constitution indienne de 1947 comme historiquement désavantagés, le but étant de réduire les inégalités au sein de la société indienne. La constitution prévoit la mise en place de

engagement politique. Selon les propos tenus par le premier ministre Manmohan Singh, « les naxalites/maoïstes représentent la plus importante menace interne jamais rencontrée par notre pays »⁵². Les insurrections maoïstes ont connu un pic en 2010 faisant 1169 victimes.

Fin 2009, le gouvernement indien lance l'opération *Green Hunt*⁵³ dans le « corridor rouge » (carte ci-dessous), les cinq États dans lesquels la guérilla est la plus active et la plus meurtrière.



Source: <http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr/2011/07/inde-la-guerilla-naxalite.html>

Aujourd'hui, les autorités indiennes s'inquiètent d'une potentielle connexion entre ces mouvements maoïstes et les mouvements séparatistes du Nord-Est indien. En effet, dans certaines régions comme l'Assam qui demeurent exclues du développement, se développent des velléités séparatistes particulièrement violentes. Ces régions sont depuis 1958 soumises à l'AFSPA (Armed Forces Special Power Act) afin de prévenir toute insurrection et garantir l'unité nationale.

Le problème ici est que le gouvernement indien répond aux violences maoïstes

mesures de discrimination positive dans la vie politique, l'administration, l'éducation (quotas).

⁵² Traduit de l'anglais "The single biggest internal security challenge ever faced by our country", « A spectre haunting India », *The Economist*, 17 août 2006.

⁵³ GUILLARD, Olivier, *Géopolitique de l'Inde, le rêve brisé de l'unité*, Collection Major, PUF, 2012.

par l'envoi massif de forces de police. Or l'extrémisme n'est pas qu'un problème juridique ou sécuritaire mais a des racines socio-économiques plus profondes. On retrouve cette idée dans un rapport⁵⁴ rendu en 2008 par le groupe d'experts de la Commission de planification sur les « défis du développement dans les zones touchées par l'extrémisme »⁵⁵, établissant que la violence et le terrorisme devaient être traités de manière politique et administrative, plutôt que par l'envoi de forces de police. ~~Le rapport déclare que~~

« Les méthodes choisies par le gouvernement pour faire face au phénomène maoïste a augmenté la méfiance des gens envers la police et en conséquence, les troubles. Les plaintes contre le harcèlement politique constituent en elles-mêmes un facteur important d'agitation, qui conduit régulièrement à une augmentation de la répression policière et incite aux conflits, ce qui a pour effet de déclencher une spirale de violence. Les droits des populations qui ont donné naissance au mouvement maoïste trouvent leur expression dans la Constitution, les lois adoptées par les différents gouvernements et les déclarations politiques. L'administration n'aurait pas dû attendre le mouvement maoïste pour se voir rappeler ses obligations envers les citoyens dans ce domaine »⁵⁶.

En effet, la constitution indienne de 1947 établit une responsabilité spéciale de l'État indien pour le bien-être, le développement et la protection des *dalits* (caste la plus basse) et des *adivasis* (aborigènes). Pourtant, aucun membre du gouvernement ne semble dénoncer les violences croissantes à l'encontre de ces populations défavorisées. Le rapport fait aussi état de la désillusion des groupes (SC et ST) envers la police. Ils n'osent pas déposer plainte, de peur d'être suspecté ou agressé. La force du naxalisme est de protéger les plus faibles contre les puissants et de promouvoir la justice sociale.

2. La hausse du chômage

La nouvelle politique économique d'ouverture (NEP), mise en œuvre entre 1985 et 1996 par des gouvernements du Parti du Congrès, du BJP puis du centre gauche, devait produire des emplois grâce à l'industrialisation des campagnes, à l'arrivée d'industries délocalisées du Nord et au développement de la consommation interne.

⁵⁴ *Planning Commission Report of the Experts Group on Development Challenges in Extremist Affected Areas*, <http://planningcommission.nic.in/reports/publications/rep_dce.pdf>, Avril 2008, consulté le 7 décembre 2013.

⁵⁵ « L'Inde, une modernité controversée », *Op. Cit.*, p.171.

⁵⁶ *Ibid.*

Pourtant, entre 1991 et 1998, le nombre de chômeurs s'est accru de 13 à 24 millions⁵⁷. Ce chômage touche de façon inégale les différents États indiens. Selon les chiffres gouvernementaux, en 1996, le taux de chômage au Kerala (État du sud-ouest de l'Inde au taux d'alphabétisation le plus haut) s'élevait à 17,7%, tandis qu'il n'atteignait que 1,5% au Bihar (une des régions des plus pauvres du continent indien). Comme l'explique Gérard Heuzé, « les Indiens sont portés, culturellement et historiquement, à se présenter comme chômeurs en référence à des études et à des diplômés⁵⁸ ». Cela explique l'incohérence des chiffres annoncés et le « maintien dans l'obscurité statistique d'une masse considérable de sous-employés ». Les chiffres officiels de la Banque Mondiale affichent un taux de chômage autour de 4% ces dernières années, tandis que les études récentes réalisées par le ministère du travail annoncent un taux de chômage de près de 10% (11% en milieu rural et 7% en milieu urbain). Ces errements empêchent donc toute planification sérieuse. La libéralisation a également provoqué une augmentation de l'emploi précaire passant de 27 à 38% pour les hommes ruraux, de 40 à 46% pour les femmes en milieu rural.

3. La hausse des inégalités

La libéralisation des années 90 a contribué à creuser encore d'avantage les inégalités entre la bourgeoisie et les paysans. Selon Prabhat Patnaik, le rôle de la bourgeoisie s'est inversé : au début du XX^{ème} siècle, elle avait pris la tête des forces anticolonialistes aux côtés des ouvriers et des paysans, donnant ainsi au mouvement plus de légitimité et de poids. Au contraire, dans la période qui a suivi l'indépendance, et particulièrement au moment de l'ouverture économique du pays, la bourgeoisie a préféré la collaboration avec le capital financier international, provoquant ainsi le déclenchement de la crise dans ses propres campagnes et aggravant la fracture sociale. Depuis, les inégalités se creusent entre une classe-moyenne supérieure nantie représentant environ 10% de la population⁵⁹, et récoltant les fruits de la croissance économique, et une part majoritaire de la population (70% environ) qui est totalement exclue de la croissance et qui s'enfonce dans la pauvreté.

Le modèle de croissance qui a été choisi au début des années 90 apparaît comme

⁵⁷ HEUZE, Gérard, « Les conséquences sociales de la libéralisation en Inde », Revue *Tiers-Monde* 2001, Tome 42, n°165.

⁵⁸ *Ibid*, p.50.

⁵⁹ *Problèmes économiques*, « La responsabilité sociale des entreprises en Inde : actualité et perspectives », n°3033, Décembre 2011.

un modèle de croissance excluante, qui coupe l'Inde en deux. Dans le Nord et l'Est du pays (à l'exception du Penjab, de Delhi et de l'Haryana), la croissance démographique, le taux de fécondité (entre 3,5 et 5) et le taux de chômage sont élevés, tandis que le taux d'alphabétisation (autour de 50%) et le taux de croissance du PIB (4-5%) sont, eux, très faibles. Dans le sud du pays, la situation est inverse : le taux de fécondité et le taux de chômage sont plus faibles, le taux d'alphabétisation (plus de 85%) et de croissance du PIB (7-8%) plus élevés. Le pourcentage des personnes en dessous du seuil de pauvreté va de 8% au Penjab à 40% dans les États les plus pauvres (Bihar, Orissa)⁶⁰.

Etienne Gilbert analyse le territoire indien et découpe ce dernier en trois grandes catégories : « les régions de révolution verte, les régions potentiellement riches mais encore peu développées et les régions de milieu physique ingrat »⁶¹.

Les régions de révolution verte sont les régions qui étaient déjà bien avancées à la fin de l'ère coloniale grâce à l'existence d'un nombre important de canaux d'irrigation. Ces régions (Penjab, Haryana, Andhra Pradesh, Tamil Nadu) sont les grandes gagnantes de la révolution verte avec l'amélioration des infrastructures, l'intensification de la production de lait, de riz et de pommes de terre et l'amélioration sensible des conditions de vie.

Les plaines de l'Est du pays (Orissa, Assam, Bihar, Bengale occidental) ont un potentiel d'irrigation important mais affichent cependant des performances médiocres par rapport à la première catégorie : consommation plus faible d'engrais, irrigation deux fois moins importante des terres. Ces régions au niveau de développement bien moindre, n'ont pas profité autant des effets positifs de la révolution verte et c'est seulement après 1980 que des progrès sensibles se font sentir, grâce aux réformes agraires menées par les gouvernements communistes.

Enfin, le développement agricole de la troisième catégorie, la péninsule indienne, est freiné par des sols arides, une pluviosité limitée, un potentiel d'irrigation restreint. Prenons l'exemple du coton. Au Penjab, sous irrigation, la récolte de coton est de 320 à 420 kg par hectares, alors qu'elle n'est que de 150kg au Maharashtra (Ouest indien). On comprend ainsi le poids déterminant de la mousson sur l'économie et la dépendance des agriculteurs envers ces pluies.

⁶⁰ SEETHANEN, Satchidanand, « Les Effets de la Libéralisation sur la Trajectoire du Développement Humain en Inde », <http://ecours.univ-reunion.fr/cemoi/images/stories/lepelley/RED_v5.0-1.pdf>, consulté le 7 décembre 2012.

⁶¹ GILBERT, Étienne « Agriculture et économie rurale en Inde – Début de réveil », Revue Tiers Monde 3/2005 (n° 183), p. 539-558.

Ces inégalités croissantes posent la question de l'avenir de l'unité du sous-continent indien. Sharit Bhowmik, professeur au Tata Institute of Social Sciences (TISS) de Mumbai, explique que l'unité indienne n'est pour le moment pas en danger car les pauvres sont socialement divisés et n'ont pas de conscience politique transversale commune : ils ne parlent pas la même langue, n'ont pas la même religion. De plus, la grande majorité des pauvres urbains appartiennent aux castes les plus basses et ne sont pas en position de remettre en cause l'ordre social. Mais selon lui, la population indienne n'acceptera plus longtemps de vivre dans ces conditions, comme en témoigne l'ampleur du mouvement naxalite.

4. La crise, facteur d'accentuation des phénomènes de faim et de malnutrition :

Cette crise agricole a de graves conséquences sur la santé de la population, et plus particulièrement sur celle des enfants. 28% des nouveaux nés, et 46% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale⁶².

Selon un rapport⁶³ rendu en août 2011 par l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture), la part de la malnutrition aurait diminué, passant de 24% de la population en 1990, à 22% en 2006, mais le nombre de personnes souffrant de la faim continue de croître. Cette réalité est confrontée au fait que l'Inde doit nourrir 17% de la population mondiale avec moins de 5% des ressources mondiales en eau et 3% des terres arables. Le premier ministre indien Manmohan Singh concéda le 11 janvier 2012 que "la question de la malnutrition est un sujet de honte nationale (...). En dépit de l'impressionnante croissance de notre produit intérieur brut, le seuil de malnutrition dans le pays reste inacceptablement élevé ⁶⁴». Selon l'ONG *Save the Children*, près de deux millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de malnutrition. Shirin Miller, membre de cette ONG explique que tout est lié : « Si votre poids est faible (à cause de la malnutrition), même les maladies les plus simples comme la diarrhée vous affecte, et la diarrhée est due au manque d'eau propre... ça devient un cercle vicieux. Quand on travaille ensemble , on vaccine les enfants, on donne de l'eau propre, on conseille aux mères d'allaiter au sein... En faisant tout ça en même temps

⁶² *Statistiques de l'Unicef*, <http://www.unicef.org/french/infobycountry/india_statistics.htm>, consulté le 11 mars 2013.

⁶³ « L'Inde et la sécurité alimentaire : un enseignement pour l'Europe », *Op. Cit.*

⁶⁴ « Malnutrition infantile en Inde : une honte nationale selon le Premier ministre », <www.rfi.fr>, consulté le 30 Novembre 2012.

dans les États les plus concernés, on peut éradiquer la malnutrition ». Il va alors dans le sens du premier ministre qui avait proposé une action conjointe de tous les décideurs (la société civile, les entrepreneurs, le gouvernement).

L'échec des réformes agraires a provoqué une situation d'insécurité alimentaire préoccupante. 251 millions d'Indiens vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. La consommation par tête de céréales alimentaires est inférieure aujourd'hui (155 kg) au niveau atteint en 1939 (199 kg). Les rations quotidiennes en calories sont également en diminution dans les zones rurales. Alors que la consommation était de 2309 calories en 1983, elle n'est plus que de 2011 en 1998 et aujourd'hui, plus d'un tiers de la population de la population rurale de six États du pays vit avec moins de 1800 calories par jour.⁶⁵

C. Conséquences pour l'environnement

1. Les conséquences directes sur l'eau et les sols

La révolution verte a eu de graves conséquences sur l'environnement (salinisation des sols, déforestation, désertification, pollution, pénurie en eau), et ce principalement à cause de l'utilisation excessive d'engrais et de pesticides. Entre 1950 et 1997, la surface de terres dégradées a quasiment doublé, passant de 117 millions d'hectares en 1950 à 200 millions en 1997. De nombreuses terres ont été surexploitées et sont maintenant presque arides.

⁶⁵ *Statistiques du « Ministry of Statistics and Programme implementation », National Sample Survey 2011-2012, <http://mospi.nic.in/Mospi_New/site/home.aspx>, consulté le 7 janvier 2013.*

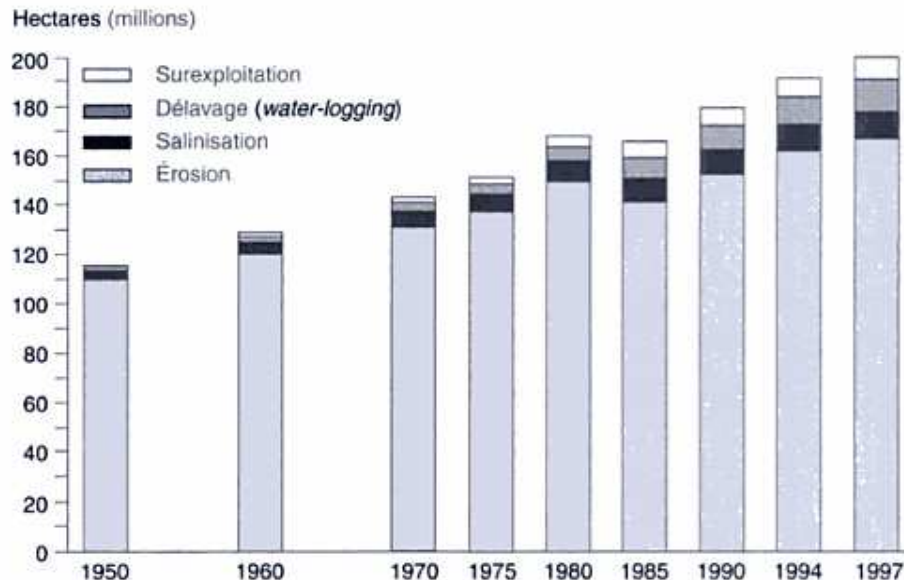


Figure 35 : Sols dégradés (1950-1997)
 (Source : d'après Tata Energy Research Institute, 1998)
 Note : Estimations du TERI effectuées à partir de diverses études réalisées entre 1977 et 1994

Prenons l'exemple du Penjab, région qui a vu sa productivité agricole s'accroître de 6% par an pendant la révolution verte grâce à l'utilisation de variétés de céréales à haut rendement. Le revers de l'utilisation de ces semences est qu'elles nécessitent un apport en eau et en engrais très important. Aujourd'hui, les terres, saturées d'engrais et de pesticides, se sont appauvries en oligo-éléments nécessaires à la poussée des végétaux et sont devenues en grande partie stériles.

Comme nous le verrons plus loin, de nombreuses associations de protection de l'environnement conseillent comme alternative l'utilisation d'engrais verts, d'engrais organiques, de fumier et de compost. Les besoins en irrigation trop importants des semences hybrides ont fait chuter le niveau des nappes d'eau souterraines à une vitesse alarmante. Cette baisse des niveaux d'eau modifie la salinité des sols, leur toxicité et entraîne des carences en micro-éléments. Il faut puiser si profondément pour atteindre la nappe phréatique que des aquifères salés sont atteints, provoquant la salinisation des sols. Un second problème est celui des projets d'irrigation conçus sans système de drainage. Les sols se gorgent d'eau, s'érodent, s'asphyxient et deviennent impropres à toute culture.

A la fin du XX^{ème} siècle, l'irrigation agricole représentait 83%⁶⁶ des réserves totales du pays en eau, contre 12% en France. Selon Bruno Dorin et Frédérique Landy, l'eau est l'enjeu le plus épineux de l'Inde au XXI^{ème} siècle. Dans les années 80, la

⁶⁶ Statistiques de la Banque Mondiale, <<http://donnees.banquemondiale.org/>>, consulté le 2 février 2013.

solution préconisée par le gouvernement est la création de barrages afin de mieux gérer les ressources en eau. Vingt ans plus tard, les barrages ne sont toujours pas achevés et posent des problèmes humains (déplacement de population), économiques (coût élevé des travaux, villages noyés), écologiques (écosystèmes détruits). L'exemple le plus marquant est celui du scandale autour du barrage Sardar Sarovar, situé sur la rivière Narmada, dans le Gujarat (État de l'Ouest de l'Inde). La construction de ce barrage impliquait de noyer 245 villages⁶⁷ et de déplacer 40 000 familles. La construction est donc interrompue entre 1995 et 1999, mais reprend en 1999 sans que les familles aient reçu de justes indemnités. Le barrage n'a finalement été finalisé que fin décembre 2012, malgré les protestations d'opposants comme le gandhien Sunderlal Bahuguna, qui mettent en doute la solidité du barrage et protestent contre l'équipement d'un fleuve sacré tel que le Gange. Récemment, un article paru dans *Le Monde*⁶⁸ a exposé la situation du Maharashtra, région qui souffre aujourd'hui d'une sécheresse plus alarmante qu'en 1972. Cette situation est due aux faibles moussons des deux années passées et pourrait entraîner la fermeture de plusieurs hôpitaux, s'ils ne reçoivent pas rapidement des réserves en eau nécessaire à leur fonctionnement. Sont mis en cause dans cette situation catastrophique la corruption des gouvernements locaux. Les réponses gouvernementales semblent être inadaptées aux problèmes agraires et aux défis de l'agriculture moderne, d'où la nécessité de politiques de développement durable. Cette inadéquation des mesures gouvernementales est amplifiée par la corruption politique, que nous avons déjà évoquée antérieurement et qui est porteuse d'instabilité politique.

Entre 2000 et 2010, la surface irriguée au Maharashtra a augmenté de 0,1% alors que des milliards de dollars ont été dépensés à cet effet. L'économiste H.M Desarda pointe aussi du doigt la mauvaise gestion des eaux de pluie et préconise des solutions de stockage de l'eau plus modestes et moins coûteuses que des barrages.

2. La destruction de la biodiversité

Le système de monoculture imposé par les vendeurs de semences hybrides dans les années 60 a entraîné la baisse de fertilité des sols et a perturbé l'écosystème. En effet, le retour de la même culture, sur les mêmes parcelles, plusieurs années de suite

⁶⁷ « Agriculture et Alimentation de l'Inde », *ibid* p. 149.

⁶⁸ *Le Monde*, « Des millions d'Indiens menacés par une sécheresse historique », 6 mars 2013,

http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/03/06/des-millions-d-indiens-menaces-par-une-secheresse-historique_1843394_3244.html, consulté le 14 mars 2013.

provoque l'épuisement des éléments nutritionnels du sol et peut provoquer le développement de parasites.

De plus, les semences hybrides et leurs engrais ont provoqué des changements importants dans la composition biologique des sols, rendant impossible la culture de nombreuses variétés locales. En effet, des dizaines d'espèces et de variétés indigènes ont disparu pendant la révolution verte, alors qu'elles étaient bien plus riches et complètes sur le plan nutritionnel que les variétés de riz que l'on trouve désormais sur les marchés.

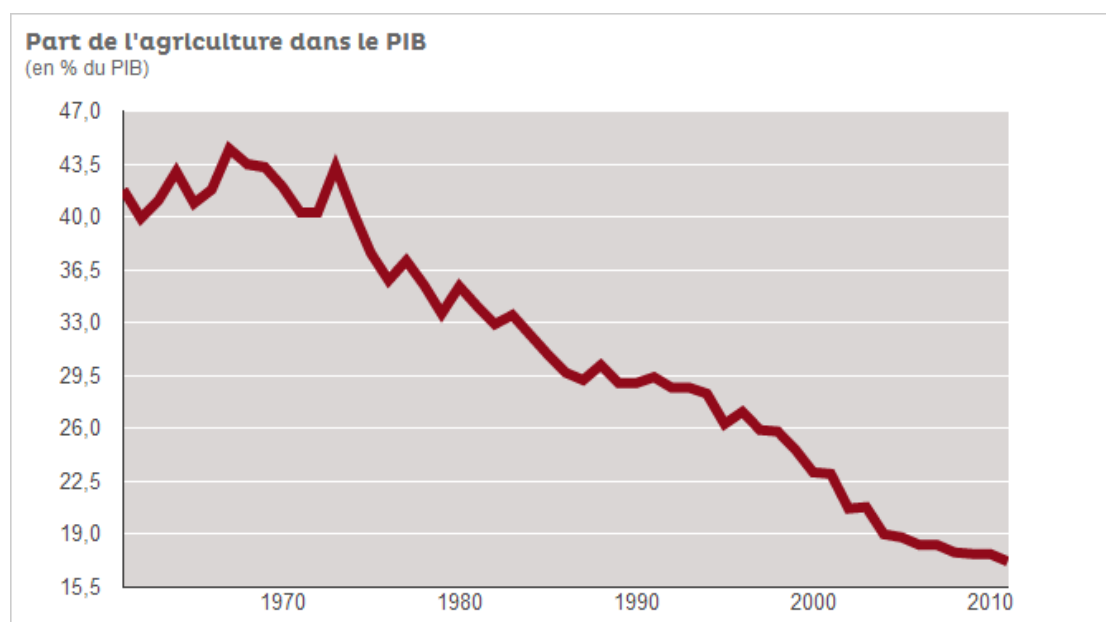
Cette réduction de la biodiversité a également pour origine l'accord sur les Aspects des Droits de la Propriété Intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), un des chapitres de l'Accord de Marrakech. Entré en vigueur le 1er janvier 1995, l'Accord oblige les États à protéger les inventions de produits et de procédés, ce qui semble légitime pour éviter le copiage et le piratage. Cependant, appliqué au domaine agricole, celui-ci a pour conséquence d'empêcher le producteur d'utiliser une partie de sa récolte pour les futures semences (ce qui est pourtant la pratique très largement majoritaire dans les pays en développement), car il serait coupable d'utiliser une invention brevetée sans l'autorisation de l'inventeur. Au contraire, les agriculteurs sont obligés de racheter chaque année de nouvelles semences. De ce fait, les semenciers contrôlent les variétés cultivées car ils ne proposent pas à la vente toutes les variétés existantes. Ils ne proposent que celles qui offrent une perspective de profit, soit un très petit nombre de variétés. Les espèces intéressantes prennent alors la place des autres : on les cultive davantage, on fait plus de recherches pour les améliorer, ce qui conduit à une réduction de la biodiversité. Il y a eu en quelque sorte une appropriation du vivant par les grandes entreprises des biotechnologies, les végétaux et les micro-organismes les plus intéressants étant génétiquement modifiés, brevetés puis commercialisés. On parle de bio-piratage⁶⁹. Ces brevets conduisent à une privatisation de la diversité biologique car un individu ne peut plus utiliser librement une variété végétale qui aurait été découverte et brevetée par une firme. Les petits paysans n'ont pas les moyens de payer des droits à l'entreprise dépositaire du brevet.

D. Conséquences pour l'économie indienne

1. La baisse de la part de l'agriculture dans le PIB

⁶⁹ *Les agricultures du sud et l'OMC*, Fiche 10, « Propriété intellectuelle, semences et sécurité alimentaire », <http://agri-alim.redev.info/Doc/docs/fiche_solagral/Fiche%2010.pdf> , consulté le 8 avril 2013.

La crise agraire a eu pour conséquence la baisse de la part de l'agriculture dans le PIB indien. Selon les données de la Banque Mondiale, la part de l'agriculture dans le PIB a connu une diminution constante, passant de 43% en 1964 à 17% en 2012. Les services eux ont connu l'évolution inverse, passant de 40% en 1961, à 56,4% en 2011. L'industrialisation a elle aussi augmenté de 10 points pour atteindre aujourd'hui 27% du PIB. Ces chiffres confirment et expliquent la crise actuelle des campagnes indiennes : si 70% de la population vivent encore de l'agriculture, cette dernière ne contribue plus au PIB qu'à hauteur de 17%.



Source : www.lesechos.fr (données de la Banque Mondiale).

2. L'impact des politiques néo-libérales sur l'économie rurale indienne

Prabhat Patnaik, économiste marxiste, défend l'idée selon laquelle la crise des campagnes est intimement liée aux politiques néo-libérales menées par le gouvernement depuis le début des années 90⁷⁰. Comme on l'a évoqué précédemment, le gouvernement a procédé à une suppression de la protection des prix agricoles, il a supprimé les restrictions sur les quantités agricoles importées et a diminué drastiquement les dépenses publiques. Ces mesures ont eu pour conséquence une crise des infrastructures rurales et une baisse du pouvoir d'achat des plus pauvres. Or, selon la théorie

⁷⁰ PATNAIK, Prabhat, SAINT GIRONS, Anne, « La crise dans les campagnes indiennes », Revue *Tiers-Monde* 2006, Tome 47, n°186.

keynésienne, dépenser dans le développement rural, c'est injecter du pouvoir d'achat dans les campagnes et ainsi créer des effets multiplicateurs. Une hausse des dépenses aurait un effet direct sur l'emploi et la consommation. Au contraire, la contraction des dépenses a eu un effet négatif sur le chômage, le pouvoir d'achat, et a contribué à l'augmentation des stocks de céréales. Car en effet, comme nous l'avons déjà évoqué, le problème dans les campagnes n'est pas la surproduction, mais l'insuffisance de la demande. Et malgré l'augmentation du stock de céréales invendues, le FMI et la Banque Mondiale continuent à imposer au gouvernement la réduction du déficit par la baisse des dépenses publiques.

Les stocks de céréales sont devenus tellement importants qu'une partie a été revendue aux pays développés pour nourrir leur bétail; et ce à des prix inférieurs à ceux pratiqués pour les populations vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le professeur Joan Robinson parle de la « mystification de la finance » pour évoquer l'idée selon laquelle il faut systématiquement s'abstenir d'aggraver le déficit. Les pays sont pourtant contraints d'accepter, non par malveillance, mais par peur que les investisseurs fuient le pays.

Il est néanmoins important de nuancer cette idée que la libéralisation des années quatre-vingt est l'unique responsable de la situation actuelle dans les campagnes. La crise des campagnes a commencé pendant la révolution verte, période pendant laquelle la majorité des États indiens étaient sous économie dirigiste. Les politiques gouvernementales étaient pourtant inadéquates et n'ont pas trouvé de solution à cette crise agraire.

E. Une réflexion sur le modèle de développement à adopter

1. Les points de vue divergents des spécialistes de l'Inde

La question qui est au cœur du développement actuel de l'Inde est de savoir quel modèle de développement privilégier. C'est à la lecture des dizaines d'ouvrages consacrés à la transition économique de l'Inde que l'on réalise que deux courants de pensée se distinguent assez clairement.

D'un côté, la vision optimiste d'auteurs tels que Gucharan Das dans « *Le réveil de l'Inde* » qui voit comme bénéfique l'entrée dans la mondialisation et recommande de

s'allier avec l'OMC et d'investir dans les nouvelles technologies. Il est également convaincu de la nécessité de libéraliser l'agriculture en autorisant l'importation et l'exportation de produits pour lesquels l'Inde a un avantage comparatif tels que le coton, le blé, le lait et le riz. Cette ouverture permettrait une baisse des prix pour le consommateur et l'accès à un plus grand marché. Il estime au contraire que développer le secteur agricole est vain car les rendements ne seront jamais suffisants pour baisser le taux de pauvreté du pays. Jean-Joseph Boillot, économiste français, participe également de cette vision optimiste, bien qu'il adopte une position plus nuancée. Selon lui, l'Inde a réussi son intégration internationale, et il est maintenant nécessaire qu'elle mette en place des politiques volontaristes de santé, d'éducation et de lutte contre la pauvreté pour accélérer son développement.

De l'autre côté, la vision pessimiste ~~et sombre~~ d'auteurs tels que Ramachandra Guha, historien, et Utsa Patnaik, économiste, qui voient d'un très mauvais œil l'entrée dans la mondialisation. Selon Ramachandra Guha, « l'Inde ne deviendra et ne devrait pas devenir une super puissance »⁷¹, tout du moins pas avant qu'elle ait résolu un certain nombre de problèmes : tensions communautaires, rébellion naxalite, corruption, déclin des institutions politiques, échec d'intégration du Cachemire⁷², du Nagaland⁷³, de Manipur⁷⁴, grande pauvreté poussant chaque année des milliers de paysans à se suicider. Utsa Patnaik accuse les réformes menées par le gouvernement depuis 1991 d'être à l'origine de l'effondrement de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la sécurité alimentaire, et de n'avoir absolument pas résolu les problèmes de croissance. Selon elle, la crise agraire ne trouvera pas d'issue tant que des politiques d'ouverture au marché mondial seront menées.

Si les avis sur le modèle de développement à adopter peuvent diverger, les auteurs semblent tous d'accord sur le fait que l'Inde a le potentiel d'une grande puissance, mais que des politiques volontaristes doivent être menées par le gouvernement pour mener à bien la transition agraire. Cette problématique n'est pas propre à l'Inde mais concerne l'ensemble des pays émergents.

2. L'établissement par le Forum Economique Mondial de trois scénarios pour le

⁷¹ Phrase prononcée lors d'une conférence à New Delhi en Juillet 2009.

⁷² Région revendiquée par le Pakistan depuis la partition de 1947.

⁷³ Région du Nord-est de l'Inde qui connaît régulièrement des attentats indépendantistes et des conflits ethniques.

⁷⁴ Région voisine du Nagaland qui est soumise à l'AFSPA (Arme Forces Special Power Act), mesure très controversée autorisant des forces militaires à intervenir sur le territoire pour maintenir l'ordre, donnant lieu à de fréquentes exactions.

futur de l'Inde

Le Forum Economique Mondial est une fondation à but non lucratif qui réunit des dirigeants d'entreprises, des responsables politiques, des intellectuels et des journalistes lors de sommets mondiaux ou régionaux, afin de débattre autour de grands sujets comme la santé et l'environnement. Il publie également chaque année des rapports économiques. Concernant le développement de l'Inde, le forum a établi trois scénarios à l'aune de 2025.

Dans le scénario *Bollywood*, les réformes menées dans les années à venir vont être superficielles, et se concentrer uniquement sur quelques secteurs comme les technologies de l'information et les services. Les zones rurales seront laissées de côté et le développement sera très inégal. A l'horizon 2015-2025, ces politiques auront un impact non négligeable sur la croissance du PIB et les Investissements Direct à l'Etranger (IDE). L'Inde sera dotée d'une classe politique opportuniste. Le développement social sera déséquilibré et seulement quelques secteurs de l'économie continueront à être prospères.

Dans le scénario *Atakta Bharat*⁷⁵, la croissance globale sera lente jusqu'en 2015 et, dans les décennies suivantes, la motivation à apporter du changement sera inefficace. Il n'y aura aucun développement du milieu rural. Le système politique va exploser. C'est le scénario d'une Inde divisée entre ses partisans libéraux, les groupes fondamentalistes, et l'aile social-démocrate qui a du mal à s'affirmer en dehors de la dynastie des Gandhi et qui a tissé une alliance avec les libéraux depuis le tournant des années 80.

Le troisième scénario, *Pehle India*⁷⁶, est de loin le plus positif de tous. Il considère que la croissance inclusive mènera au développement et à la croissance économique. La croissance serait donc rapide et la mondialisation ne susciterait aucune réaction socio-politique. L'économie pays serait basé sur l'innovation et la collaboration des pouvoirs publics avec la société civile. L'idée ici est de compenser les effets néfastes de la mondialisation par des aides sociales protégeant la population nationale.

3. De la nécessité d'une réforme agraire...

Des voix se font entendre pour défendre la nécessité de mener à bien une

⁷⁵ « Inde bloquée »

⁷⁶ « India first »

réforme agraire. M.S Swaminathan, généticien et agronome indien, considéré comme l'un des pères de la révolution verte, a lancé en janvier 2013 sa révolution « éternellement verte »⁷⁷ qui augmenterait la production sans causer de tort à l'environnement et sans utiliser d'engrais chimiques. « Je suis contre une deuxième révolution verte mais je suis très favorable à une révolution éternellement verte »⁷⁸ a-t-il déclaré dans le quotidien indien *The Hindu*. Estimant que l'augmentation de la productivité est nécessaire pour garantir aux petits agriculteurs un salaire plus élevé et lutter contre la pauvreté, il affirme néanmoins qu'elle doit se faire dans le respect de principes écologiques. Cette réforme agraire est primordiale pour garantir des terres à tous les paysans et ainsi assurer la sécurité alimentaire du pays. L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APAC), organisme indépendant composée d'élus représentant l'ensemble des acteurs du monde agricole, a fait la liste des défis auxquels l'Inde allait devoir faire face dans les années à venir⁷⁹. L'un de ces défis est de trouver un modèle de développement rural qui permette un accroissement de la productivité agricole, une gestion durable des ressources naturelles (par la réduction de la monoculture, l'utilisation plus raisonnée des intrants, la gestion optimale des sols et de l'eau), une adaptation aux changements climatiques, un maintien du tissu social dans le milieu rural et une meilleure répartition des gains de la croissance entre milieu urbain et milieu rural. L'APAC promeut ainsi l'avènement d'une « nouvelle révolution verte » tout en restant conscient de la difficulté d'un développement rural face à l'attractivité toujours plus grande des villes pour la paysannerie.

4. ... à l'élaboration d'un nouveau paradigme en matière de développement

Le MOMAGRI (Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture) est un mouvement international qui milite contre l'approche théorique de l'OMC selon laquelle il existerait une voie unique et parfaite en matière de croissance économique et de développement. Ce collectif cherche à mettre en place un nouveau paradigme en matière de développement.

Selon la conception idyllique de l'OMC, l'Inde aurait tout intérêt à accompagner la libéralisation totale des marchés internationaux, qu'ils soient agricoles, industriels ou

⁷⁷ *The Hindu*, « From green to evergreen revolution », 9 janvier 2013, <<http://www.thehindu.com/todays-paper/tp-national/tp-karnataka/from-green-to-evergreen-revolution/article4288943.ece>>, consulté le 12 mars 2013.

⁷⁸ "I am against a second green revolution, but I am very much for an evergreen revolution,"

⁷⁹ *Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture de France*, « L'Inde et la sécurité alimentaire : un enseignement pour l'Europe », *Op. Cit.*

de services. Celle-ci permettrait à l'Inde de se développer, d'importer à moindre coût de nouveaux biens de consommation et de faire valoir ses avantages comparatifs dans le domaine des nouvelles technologies et de l'informatique.

Le MOMAGRI émet dans ce sens plusieurs réserves sur l'optimisme de l'OMC. En effet, les biens importés par l'Inde entrent en concurrence directe avec les biens produits localement (produits laitiers, thé, épices), et les biens exportés par l'Inde sont dépassés par ceux de pays émergents plus compétitifs, dotés d'une agriculture plus moderne. Le MOMAGRI renouvelle la nécessité d'une nouvelle révolution verte, qui permettrait à l'Inde de diversifier son agriculture tout en la rendant plus respectueuse des écosystèmes. Le mouvement préconise également le développement de l'investissement en infrastructures pour moderniser le système agricole et éviter les pertes de production. De plus, il est indispensable que l'Inde devienne indépendante dans le domaine de la recherche agricole afin de ne plus dépendre des laboratoires étrangers.

Grâce à cet état des lieux des diverses conséquences qu'ont eu la libéralisation de l'économie et la crise agricole, il s'agit maintenant de s'interroger sur le rôle et la place de la société civile indienne dans l'accompagnement de cette crise. Nous avons pu constater avec l'exemple du MOMAGRI que les acteurs non-étatiques ne restent pas indifférents à la trajectoire que prend actuellement le développement indien et proposent en effet un certain nombre d'alternatives. A partir de cet exemple, on peut se demander si cette société civile a effectivement un degré de structuration et de légitimité suffisant pour constituer une alternative au désengagement constaté de l'État de la sphère sociale.

III. Contre l'insuffisance des politiques publiques, le dynamisme de la société civile indienne

La société civile est selon Gramsci, philosophe et politologue italien du XX^{ème} siècle, l'ensemble des relations et des processus à travers lesquels les groupes humains forgent leur propre identité sociale, leur citoyenneté et leur culture politique. Quand on parle de la société civile, on fait donc référence à une arène publique non soumise au contrôle d'un gouvernement, d'un parti politique ou d'une institution nationale ou

internationale.

Dans un premier temps, il semble important de réaliser une typologie des différents acteurs non étatiques en Inde, dont l'action consiste à pallier l'insuffisance des politiques publiques. Cette typologie est révélatrice d'une mobilisation générale et protéiforme de la société civile indienne. C'est donc la preuve de politiques publiques inadaptés et insuffisantes, qui nécessitent la mobilisation de la société civile.

Dans cette partie, je ne prétends pas à l'exhaustivité quant aux différentes formes que revêt l'action de la société civile. C'est pourquoi j'ai choisi, dans un second temps, de me concentrer sur l'action des ONG. Ce sont en effet ces acteurs qui semblent avoir l'action la plus complète et la plus directe. Ce sont également elles qui sont le plus proche des préoccupations quotidiennes de la population.

Sur la question de l'équilibre entre ONG et gouvernement, et de leur influence réciproque, je ne formulerai que des hypothèses. Je n'ai en effet pas pu réaliser une étude de terrain, ce qui ne me permet pas répondre à l'ensemble des questions et problématiques soulevées. Je me limiterai à proposer des pistes de réflexion.

A. Une multitude d'acteurs

1. Les ONG

Le réseau d'ONG en Inde est particulièrement développé : c'est le pays où il y en aurait le plus au monde, d'après un rapport du gouvernement indien de 2010. Ce rapport fait état de 3,3 millions d'ONG⁸⁰, soit une organisation pour 400 habitants. Ce chiffre n'est cependant pas synonyme d'efficacité. Anjali Kaur travaille pour l'Unicef à Delhi et explique que malgré la multiplication des ONG, « nos missions n'ont en rien diminué, c'est bien la preuve qu'il y a autant à faire qu'avant avec plus d'acteurs sur le terrain »⁸¹.

Ces ONG ont été créées en réaction à un problème social défini. Elles sont le plus souvent nées de petites initiatives locales, et ont chacune un mode d'action bien défini. Par exemple, l'ONG *Ekta Parishad*, qui œuvre pour la protection et la défense des droits des populations rurales et tribales, est née en 1991 de l'association de plusieurs ONG qui travaillaient déjà auparavant au développement des communautés marginalisées. En 1991, avec la libéralisation de l'économie et l'arrivée massive

⁸⁰ *Aujourd'hui le monde*, « L'Inde compte plus d'ONG que d'écoles », 12 juillet 2010, <www.inde.aujourdhui.lemonde.com>, consulté le 3 avril 2013.

⁸¹ « L'Inde compte plus d'ONG que d'écoles », *Op. Cit.*

d'entreprises étrangères, le besoin se fait sentir de fonder une organisation commune afin de garantir aux populations tribales le droit à la terre et l'accès aux ressources naturelles (eau et forêt). Sans droit à la terre, les populations sont constamment déplacées. Les activistes d'*Ekta Parishad* travaillent au quotidien avec les populations rurales pour créer notamment des structures politiques au sein des villages. Le rôle des activistes est également de réfléchir aux réformes que pourraient mettre en place le gouvernement dans le but de garantir un droit à la terre aux populations marginalisées. Un des moyens privilégié d'action d'*Ekta Parishad* est l'organisation de marches non-violentes de plusieurs centaines de kilomètres, rassemblant plus de 100 000 personnes. Leur action se situe donc à la fois sur le terrain, et dans la médiation avec le gouvernement. Prenons un autre exemple: l'ONG *Pradan* a elle été créée en 1983 par Vijay Mahajan, jeune diplômé de IIT⁸² qui, frappé par la profondeur du fossé séparant le monde rural du monde urbain, décide de se lancer dans le développement. *Pradan* est une ONG pionnière dans la promotion des groupes d'entre-aide (Self-help groups), des micro-entreprises, et la gestion durable des ressources naturelles.

La majorité des 3,3 millions d'ONG sont des organisations locales, financées en partie par des fonds gouvernementaux, mais aussi par des fonds européens et multilatéraux (c'est-à-dire provenant d'organisations internationales) et des ressources d'origine philanthropiques. Isabelle Milbert évoque la nature parfois « ambiguë ⁸³» de certaines ONG financées par des bailleurs de fonds et qui constituent un « écran redoutable se positionnant comme intermédiaire ». Les bailleurs (entreprises, États, organisations internationales) ont souvent derrière la vitrine de la générosité, des intérêts cachés; les ONG pouvant être de très bons véhicules pour faire passer des projets politiques, religieux, ou économiques. Claire Alet-Ringenbach parle de « marchandisation » des ONG par leur rapprochement avec les entreprises.

Malgré ces limites, qu'il était important de ne pas occulter, les ONG sont les acteurs de la société civile les plus actifs, aussi bien sur le terrain que dans la médiation avec le gouvernement. Leur force vient de leur proximité avec la population et donc leur connaissance de leurs besoins.

2. Les Think Tanks

⁸² Indian Institute of Technology.

⁸³ MILBERT, Isabelle, « La persistance de la pauvreté urbaine en Inde », Revue *Tiers-Monde* 1995, tome 36, n°142.

La revendication d'un modèle de développement plus inclusif se fait également à travers la création de laboratoires d'idées, que l'on appelle plus communément Think tanks. Ces organisations réalisent des recherches et des travaux de conseil sur différents sujets. Ce sont soit des ONG, soit des organisations financées par le gouvernement ou par des entreprises. Le MOMAGRI, donc nous avons parlé plus haut, est un Think tank dont l'objet est de formuler des propositions pouvant servir aux institutions et aux pouvoirs publics nationaux afin qu'ils puissent prendre les mesures adéquates pour réguler les marchés mondiaux des produits agricoles. Le MOMAGRI veut favoriser la coopération entre les pays du Nord et les pays du Sud.

3. Les activistes sociaux

Une troisième catégorie d'acteurs est constituée par les activistes sociaux. Le plus connu d'entre eux est Anna Hazare, activiste gandhien de 75 ans à l'origine d'un mouvement social en faveur de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Très rapidement, il bénéficie d'un large soutien urbain, incarnant l'exaspération générale. En avril 2011, il entame une grève de la faim pour accélérer l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi anti-corruption (Lokpal Bill). Ce projet de loi prévoit la création d'un organe - le médiateur des citoyens - chargé d'enquêter sur les affaires de corruption au sein du gouvernement et de lancer des actions contre presque tous les fonctionnaires. Fin août, le gouvernement indien accepte finalement les propositions d'Anna Hazare, mais ce dernier estime que les mesures prises par le gouvernement ne sont pas suffisantes. Aujourd'hui, le mouvement a perdu de sa force mais Anna compte bien continuer le combat.

A plus petite échelle, certaines personnes agissent à leur niveau en faveur d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la santé des consommateurs et des producteurs. Le docteur Ramanjaneyulu fait partie du « Centre pour une Agriculture Durable ⁸⁴» et enseigne par exemple aux paysans d'Andhra Pradesh comment tuer les insectes autrement qu'en ayant recours à des pesticides.

L'Indian Youth Climate Network (IYCN) est un réseau de jeunes qui agit depuis 2008 en faveur d'une meilleure utilisation de l'eau, de la préservation de la biodiversité et d'une meilleure gestion des déchets. Ils organisent depuis cinq ans des actions en collaboration avec d'autres ONG comme Oxfam et Greenpeace et adressent des

⁸⁴ Center for Sustainable Agriculture.

recommandations au ministère de l'environnement.

4. Le forum social mondial (FSM)

Depuis la manifestation contre l'OMC à Seattle en 1999, la contestation de l'ordre économique néo-libéral n'a fait que se renforcer. Dans les années 90, les mouvements hétérogènes des différentes sociétés civiles étaient très peu structurés. Le premier Forum Social Mondial a permis à ces organisations de se rassembler, de créer des réseaux et de réfléchir à des propositions en vue d'un « autre monde possible ». Symboliquement, le FSM avait initialement lieu en même temps que le forum économique mondial, se présentant ainsi comme un contre-Davos. Il s'organise autour d'une charte des principes qui rappelle notamment que le FSM est un « espace de rencontre ouvert » (point 1)⁸⁵, « pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan » (point 8). Le but de ce forum est de proposer des alternatives au monde contemporain et à l'ordre néolibéral dominant.

La quatrième édition du forum social mondial s'est déroulée en 2004 à Mumbai. Sur les 100 000 participants de 132 pays, 70% étaient indiens. Ce forum a donc constitué une vitrine pour des mouvements sociaux jusqu'alors peu connus, ainsi qu'un élargissement culturel dépassant les cultures latines et occidentales. Les organisations de masse (syndicats), les organisations populaires et les ONG ont appris à travailler ensemble, créant ainsi une cohésion décisive de la société civile. Les thèmes phares de ce forum ont été l'augmentation de la pauvreté et le pillage des ressources par les sociétés transnationales.

5. Les médias

Un autre acteur non-négligeable de la société civile est la télévision. Le dernier recensement fait état de la présence de télévisions dans 42,3%⁸⁶ des foyers indiens. Et il n'est d'ailleurs pas rare, dans les foyers qui n'ont pas accès à l'électricité (30%), que les postes de télévision soient alimentés par des batteries.

L'émission *Satyameva Jayate* (Seule la vérité triomphe), lancée en mai 2012 par

⁸⁵ Extrait de la Charte de Principes du Forum Social Mondial, <<http://www.forumsocialmundial.org.br>>, consulté le 8 avril 2013.

⁸⁶ Statistiques de Doordarshan, chaîne de télévision publique indienne, <<http://www.ddindia.gov.in>>, consulté le 23 mars 2013.

le célèbre acteur Aamir Khan, connaît un grand succès auprès de la population indienne. Chaque dimanche, Aamir Khan choisit un sujet de société (le viol, la pratique de la dot, les mariages arrangés) et invite une personne qui vient témoigner. Cette émission constitue une réelle révolution car pour la première fois, sont abordés des thèmes tabous, contribuant à faire évoluer les mentalités d'une société très conservatrice et attachée à ses traditions. L'émission de juin 2012 intitulée « Toxic Food » met en garde la population rurale sur l'utilisation de pesticides et les effets néfastes qu'ils peuvent avoir sur la santé et la terre. Un invité explique notamment que soixante-sept catégories de pesticides sont interdits dans le monde mais toujours utilisés dans les fermes indiennes. Un agriculteur témoigne et avoue qu'il cultive 90% de ses champs avec des pesticides, et épargne 10% pour sa consommation personnelle. Si seuls certains producteurs ont conscience des effets désastreux des pesticides, les consommateurs, eux, n'en ont aucune idée.

B. Une action multiforme

Pour l'étude de l'action de la société civile, je me limiterai à l'action des ONG car il me semble que ce sont ces organisations qui réalisent le travail le plus approfondi, à la fois sur le terrain et dans le dialogue qu'elles entretiennent avec le gouvernement. Une typologie pourrait être établie à l'intérieur même de la catégorie des ONG, car il en existe de toute taille. Si les ONG de plus grande ampleur constituent un réel contrepoids face au gouvernement, l'action des ONG de plus petite échelle est loin d'être négligeable car celles-ci réalisent un travail de terrain conséquent, au plus proche des populations.

1. Un rôle d'information et de sensibilisation de la population

Le rôle des ONG dans l'information et la sensibilisation des populations rurales repose principalement sur la promotion de l'agriculture biologique, la lutte contre la vente des OGM et la promotion de la polyculture. Un nombre très restreint d'ONG promeut également l'organisation d'un commerce équitable, source de nombreux doutes et de nombreuses controverses.

a. La promotion de l'agriculture biologique

Le premier volet de l'action des ONG est la promotion de l'agriculture biologique comme alternative à la révolution verte. Comme nous l'avons évoqué précédemment, depuis le début de la révolution verte, les dosages adéquats en engrais ne sont pas respectés et provoquent des excès d'urée à l'origine d'une baisse de la fertilité des sols. Le rôle des ONG est notamment de promouvoir les engrais verts, les applications de fumier, de lisier et la pratique du compost. Des engrais organiques peuvent par exemple être fabriqués à partir des déchets de la canne à sucre⁸⁷.

La chef de file des écologistes de terrain en Inde est Vandana Shiva. Elle dirige la « Fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles » ainsi que l'ONG « Navdanya » et fait la promotion de l'agriculture paysanne traditionnelle et biologique. Navdanya signifie « neuf graines », symbolisant ainsi la protection de la biodiversité. Elle regroupe des producteurs de dix-sept États indiens engagés dans la promotion d'une agriculture durable comme solution à la pauvreté rurale. Navdanya, c'est aussi une université (Bija Vidyapeeth) et une ferme organique qui accueillent, informent et forment tout au long de l'année des agriculteurs, des stagiaires, des étudiants, des bénévoles venant réfléchir ou apprendre les techniques de l'agriculture biologique.

Le premier combat mené par le réseau Navdanya est la réutilisation de techniques anciennes, comme la culture du millet. Le millet n'a besoin que de 200 ou 300 ml d'eau et présente une valeur nutritionnelle 40 fois supérieure à celle du riz industriel. Ce dernier a besoin de 2500 ml d'eau et perd toute sa valeur nutritionnelle lors du processus industriel.

b. L'interdiction de vente des OGM

Le deuxième combat des ONG repose la volonté d'interdire la vente des OGM. Comme nous l'avons vu précédemment, les OGM en Inde sont à l'origine d'une crise sociale, sanitaire et écologique profonde. C'est le combat qu'a également décidé de mener Navdanya. L'organisation était présente à la conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en 2005 et s'est fermement mobilisée pour que chaque État reste souverain dans le choix du niveau de protection de leurs agriculteurs et de l'environnement. Elle a

⁸⁷ GILBERT, Étienne, « Agriculture et économie rurale en Inde – Début de réveil », Revue *Tiers Monde* 2005, n° 183.

également demandé au gouvernement indien de remplir ses obligations envers les agriculteurs et d'imposer un moratoire de dix ans sur la vente d'OGM. En effet, l'OMC n'interdit pas aux États de prendre des mesures à titre de précaution contre les OGM mais elle limite cette possibilité aux situations dans lesquelles il n'existe pas de preuves scientifiques suffisantes permettant de prendre une décision définitive. Les règles de l'OMC rendent donc difficile l'adoption par les États de mesures limitant la commercialisation des OGM. Si aucune mesure claire n'a été adoptée à Hong Kong à ce sujet, les États ont par ailleurs décidé d'interdire les subventions aux exportations. Les subventions aux exportations permettaient à un pays d'exporter ses produits agricoles à des prix inférieurs à ceux du marché intérieur. Seulement, seuls vingt-cinq membres de l'OMC pouvaient subventionner leurs exportations et les agriculteurs des pays émergents étaient incapables de concurrencer les prix pratiqués par les pays riches.

Pourtant, un nombre croissant d'agriculteurs et de semenciers prennent conscience de l'efficacité limitée des OGM. En mars 2010, le géant des semences OGM Monsanto a reconnu l'échec de ses semences car les insectes contre lesquels était censé lutter son coton Bt (des papillons ravageurs) ont développé des résistances à l'insecticide sécrété par cette plante génétiquement modifiée. Les paysans sont donc contraints de s'endetter pour utiliser de plus en plus de pesticides. Le 17 mai 2007 à Florence est signée la déclaration sur les OGM. Cette déclaration, signée par la *Commission Internationale sur le futur de l'alimentation et de l'agriculture*⁸⁸ et le *Réseau Européen des régions sans OGM*⁸⁹ réaffirment le droit d'accès de tous les humains aux ressources naturelles et à l'alimentation, ainsi que le devoir des gouvernements locaux de garantir ce droit, et la nécessité de réduire l'utilisation de pesticides.

Cette déclaration vient rappeler le « programme de gestion sans pesticides ⁹⁰ » à l'initiative de la « Société pour l'Éradication de la Pauvreté Rurale » (SERP), qui agit au sein du département « Développement rural » du gouvernement d'Andhra Pradesh. Ce système a créé des villages entiers sans pesticides, et touche aujourd'hui 340 000 paysans⁹¹. La force de ce programme est qu'il est désormais auto-géré par les paysans et les femmes eux-mêmes, par le biais des groupes d'entraide⁹². En stoppant l'utilisation

⁸⁸ The international commission on the future of food and agriculture.

⁸⁹ European network of GMO-free regions.

⁹⁰ *Down to Earth*, « Non-pesticidal management », *Riding high*, janvier 2009.

⁹¹ « Non-pesticidal management », *ibid.*

⁹² Self Help Groups (SHG's).

de pesticides, les agriculteurs font d'importantes économies et retrouvent leur indépendance face aux fabricants de ces substances. Selon Vijay Kumar, directeur de la SERP, l'application du « Non Pesticide Management » (NPM) aux terres en jachère permettra à l'Inde de retrouver sa sécurité alimentaire. Dans de nombreux villages, les agriculteurs se regroupent pour créer des coopératives afin de vendre leurs produits NPM. La coopérative agricole d'Hyderabad (HACA⁹³) était en 2009 le seul point de vente gouvernemental à Hyderabad où les particuliers pouvaient venir s'approvisionner en légumes sans pesticides. Il faut ici noter la victoire la société civile dans la traduction d'un problème en politique publique. Néanmoins, le SERP n'existe que dans un seul État indien. Ces légumes coûtent deux roupies de plus que sur le marché, ce qui, pour les consommateurs interrogés, ne semble pas être dissuasif. Ce qui est frappant est que, selon une étude réalisée par le magazine *Down to Earth*, aucun des 3000 villages d'Andhra Pradesh pratiquant le NPM n'a enregistré de suicide en 2007. Srinivas, un agriculteur d'Hyderabad qui s'est mis à l'agriculture sans pesticides en 2008, témoigne dans le journal *Down to Earth*: « La demande est très importante, et d'autres agriculteurs prennent exemple sur moi et se mettent à l'agriculture sans pesticides ».⁹⁴

Dans les villages d'Enabavi et de Ramachandrapuram, qui se trouvent à 10 km d'Hyderabad, les agriculteurs ont cessé d'utiliser des pesticides en 1999 pour adopter ensuite les techniques de l'agriculture biologique. Ces villages sont devenus un passage obligé pour les ONG et les pouvoirs publics qui souhaitent découvrir comment l'agriculture biologique peut changer la vie d'un village. Seuls des engrais naturels sont utilisés : bouses de vache, urine de vache, compost. Et un mélange à base de Neem (ou Margousier), arbre originaire d'Inde, remplace les insecticides chimiques. L'ONG SERP multiplie les vidéo-conférences et les envois de mails afin d'informer et de populariser la production sans pesticides.

c. La promotion de la polyculture

Le troisième combat des ONG se concentre sur la promotion de la polyculture. Selon les organisations de défense de la biodiversité, la réintroduction d'une plus grande diversité de graines dans l'agriculture indienne permettrait de réduire l'utilisation d'engrais chimiques car la culture simultanée de plusieurs espèces végétales sur un

⁹³ Hyderabad Agriculture Cooperative Association.

⁹⁴ “The demand is very high and other farmers too are taking cue from me and switching to NPM farming,” *Down To Earth*, *ibid.*

même sol permet de maintenir les niveaux de nutriment dans le sol. Par exemple, il y a des plantes qui ont besoin d'une grande quantité d'azote pour pousser. Si à côté de ces plantes sont cultivées des plantes productrices d'azote, comme les légumineuses⁹⁵, l'utilisation d'engrais chimique devient moins indispensable. Les cultures peuvent ainsi s'entre-aider.

Un autre atout de la polyculture est de rendre le producteur moins dépendant des aléas climatiques et des chutes des prix agricoles, car il peut se rattraper sur une autre culture.

d. Le commerce équitable, une fausse solution ?

Une autre alternative impulsée par un nombre très réduit d'ONG comme *Ekitinfo*, *AlterEco*, *Ethiquable* est celle du commerce équitable. Arnaud Kaba a réalisé une étude⁹⁶ sur l'organisation du commerce équitable, en se basant sur une plantation de thé au Darjeeling. Le but de sa recherche est de se demander si le passage d'une économie conventionnelle à une économie biologique et équitable modifie le quotidien des ouvriers agricoles et leurs conditions de vie. Il s'interroge également sur le bien-fondé du commerce équitable et sur la critique qui lui est souvent faite : celle d'une vision paternaliste du développement par l'assistanat, du « commerce par la charité ». Le commerce équitable est-il un simple outil de marketing ou une réelle aide à développer ?

La notion est née à la fin des années 40, lorsque se créent de petites coopératives d'achat, remplacées dans les années 70-80 par des coopératives de plus grande ampleur (artisans du monde en 1974, Max Havelaar en 1987), ainsi que la labellisation. Ce n'est plus directement le détaillant qui entre en relation avec le petit producteur mais un organisme tiers qui labellise le produit, ce qui autorise sa revente dans des boutiques traditionnelles. C'est un moyen de reconnaître l'injustice de la relation commerciale Nord-Sud.

L'auteur a étudié une petite plantation du Darjeeling certifiée "commerce équitable" en 1991 par Max Havelaar. Pour être certifiée, il faut que la plantation soit organisée de façon démocratique et favorise les progrès dans le sens de l'éducation des enfants, de l'intégration des femmes, de l'absence de discrimination. Les entreprises

⁹⁵ Légumes secs regroupant les fèves et haricots secs, les lentilles, les pois cassés...

⁹⁶ KABA, Arnaud, *Les réalités du commerce équitable, l'exemple d'une plantation de Darjeeling*, L'Harmattan, 2011.

agricoles, dans lesquelles les salariés ne sont pas détenteurs de leurs moyens de production, doivent en revanche s'aligner sur les standards de l'OIT comme l'interdiction du travail des enfants, le paiement du salaire minimum légal, la présence d'une politique de santé et d'éducation, le droit de se syndiquer. Cependant, selon Arnaud Kaba, ces critères sont abstraits et ne déterminent pas nécessairement une plantation exemplaire.

L'avantage économique majeur du commerce équitable est de pouvoir maintenir une faible productivité et continuer à faire des profits grâce à l'augmentation des prix. Arnaud Kaba pose alors la question suivante: « comment faire confiance à des organismes de labellisation et de distribution qui, en tant qu'entreprises privées, ont d'abord pour objectif de faire du profit, pour ce qui est d'œuvrer sincèrement pour la justice sociale ? ». C'est la question centrale de l'éthique du commerce équitable. Surtout qu'en Inde, les figures de patronage restent prégnantes : l'éducation, des salaires relativement corrects et les remboursements de soins sont vus comme une faveur de la part de la direction, et non comme un droit des travailleurs. L'auteur compare le système de gouvernance de la plantation au système Zamindari et à l'administration coloniale. Finalement, en promouvant des « alternatives » à l'économie libérale, on renforce le système de domination local. Le planteur réussit à maintenir des liens de domination patronale avec ses ouvriers en pratiquant un système relevant de la bienveillance, en s'alliant avec des acteurs transnationaux œuvrant pour la justice sociale. Mais comme le découvre Arnaud Kaba lors de ses entretiens sur place, la pression psychologique sur les ouvriers est indéniable.

Un second argument nuancé la réussite du commerce équitable est le pourcentage encore très faible de plantations organisées de la sorte. En effet, seuls 1,5 millions⁹⁷ de producteurs dans le monde sont concernés par ce système. On ne peut donc pas aujourd'hui considérer le commerce équitable comme un modèle alternatif durable et efficace.

2. Les revendications adressées au gouvernement

L'ONG *Ekta Parishad* organise des marches permettant aux populations marginalisées de participer avec dignité à la défense de leurs droits en leur donnant de la visibilité. Ce mode d'action fait appel à la force physique, sans condition de ressource, ce qui permet de mettre tout le monde sur un pied d'égalité. L'ONG *Ekta Parishad* se

⁹⁷ www.commerceequitable.org, consulté le 9 avril 2013.

bat notamment pour que des terres soient réservées aux populations tribales qui n'en ont pas, et pour renforcer la protection de ces populations contre les déplacements lors du rachat des terres par les multinationales. Les activistes d'*Ekta Parishad* demandent à ce que les populations déplacées reçoivent une compensation financière, ou des propositions de relogement.

La première marche a débuté en décembre 1999 et a duré six mois à travers l'État du Madhya Pradesh, mobilisant plus de 10 000 villages et autour de 300 000 personnes. 26 000 revendications ont été formulées, un processus de redistribution des terres a été engagé par le gouvernement, 558 000 accusations formulées par le département des forêts contre des populations tribales ont été abandonnées.

2001 constitue un tournant pour l'organisation, qui passe du niveau local au niveau national. Des marches non-violentes sont organisées dans d'autres États indiens : au Bihar en 2001, en Orissa en 2004, au Kerala en 2005. En 2007, plus de 25 000 personnes de toute l'Inde parcourent 340 km jusqu'à la capitale, réalisant ainsi la plus importante action non-violente depuis l'indépendance. La dernière marche en date est celle d'octobre 2012 (Jansatyagraha March). Au bout de huit jours seulement, un accord⁹⁸ est trouvé avec le ministre du développement rural, en faveur d'un changement majeur dans la politique d'accès à la terre des populations les plus défavorisées. Le point 4 de l'accord atteste que « le ministère du développement rural est d'accord pour publier des conseils détaillés dans les deux prochains mois, exhortant les États à se concentrer sur l'application effective des différentes lois promulguées dans le but de protéger le droit à la terre des populations marginalisées (dalits, adivasis) »⁹⁹. En avril 2013, *Ekta Parishad* fait le constat qu'aucune promesse du gouvernement n'a été mise à exécution. Le gouvernement avait jusqu'au 11 avril 2013, soit six mois après la grand marche d'octobre 2012, pour proposer un plan d'action solide. Le vendredi 12 avril, aucune mesure n'a été prise par le premier ministre et une nouvelle marche est organisée à Delhi pendant le week-end. L'équipe d'*Ekta Parishad* assure que son action ne faiblira pas tant que le gouvernement n'aura pas mis en place la réforme promise.

Il semble que le gouvernement, qui paraissait plutôt réactif lors de la dernière marche, n'ait en fait pas la volonté de mettre en pratique ses promesses. Il est tiraillé entre la satisfaction des intérêts privés des entreprises et des investisseurs, et la

⁹⁸ « Agreement on land reforms between the ministry of rural development and jan satyagraha », <www.ektaparishad.com>.

⁹⁹ « The MoRD agrees to issue detailed advisories in teh next two months exhorting the States to focus on the effective implementation of various laws enacted by legislatures aimed at protecting the land rights of dalits, adivasis and all other weaker and marginalized sections of society ».

protection des populations. Et il semble que la satisfaction des intérêts privés constitue aujourd'hui une priorité pour le gouvernement.

3. La mobilisation des populations : vers une nouvelle révolution verte ?

a. La construction controversée des grands barrages

Suite à l'indépendance de l'Inde en 1947, le gouvernement central lance un programme de construction de grands barrages afin de prendre le contrôle des grands fleuves et d'exploiter leur principale ressource naturelle : l'eau. Dans le cadre de la révolution verte, ces barrages avaient pour but d'aménager des réseaux d'irrigation dans les régions les plus arides et ainsi d'accroître les rendements agricoles. Mais ces barrages bouleversent les écosystèmes, les traditions et provoquent des déplacements de population. Ils sont le plus souvent construits sur des lieux saints, comme pour le barrage d'Omkareshwar, situé sur la rivière sacrée Narmada¹⁰⁰. Si le processus de développement industriel contribue indéniablement à la prospérité du site sacré, il comporte des impacts sociaux, environnementaux et spirituels colossaux, éveillant des mouvements sociaux de contestation massifs. L'État du Madhya Pradesh, situé en amont du fleuve, voit une vaste surface de son territoire submergée et plusieurs milliers d'habitants déplacés, alors que le Gujarat en aval bénéficie de grandes surfaces irriguées. Le mouvement Narmada Bachao Andolan (« Sauvons la Narmada ») propose des alternatives, comme la construction de petites infrastructures hydrauliques locales, dans une perspective de développement durable. Un grand nombre d'ONG se bat pour que les populations déplacées obtiennent des compensations et que le gouvernement mette un terme à ces constructions.

b. La remise en cause de l'ADPIC

Un certain nombre d'ONG milite pour la remise en cause de l'accord sur les Aspects des Droits de la Propriété Intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui a été évoqué plus haut. Vandana Shiva demande à ce que soit reconnu le principe de

¹⁰⁰ CREMIN, Émilie, « Les temples de l'Inde moderne : un grand barrage dans un lieu saint de la Narmada (Madhya Pradesh) », Géocarrefour 1/2009 (Vol. 84), p. 83-92.

souveraineté sur les semences (« seed sovereignty »), présent dans la *Convention sur la diversité biologique*¹⁰¹ de 1992. Elle demande également à ce que soit maintenues les pratiques paysannes traditionnelles : le droit de faire ses propres semences, de les échanger et de vendre leur propre récolte. Si l'Inde n'établit pas sa propre législation en fonction de ses propres intérêts, elle se verra imposer un système favorable à la protection des inventeurs, inspiré des modèles occidentaux. Navdanya a organisé un grand nombre de séminaires, marches, pétitions pour faire prendre conscience aux paysans et aux politiques de la gravité de la situation. Sur le modèle de la « Quit India Campaign » lancée par Gandhi le 8 août 1942, Navdanya lance le 9 août 1998 la « Monsanto Quit India Campaign » en réaction à l'installation en Inde de l'entreprise Monsanto. Depuis, des marches de protestation ont été organisées dans tout le pays, en 2006, en 2009 et en 2011, afin de défendre la « souveraineté des graines¹⁰² ».

Ils ont également introduit deux concepts alternatifs: le « droit de propriété commun » en opposition au droit à la propriété intellectuelle, et la « démocratie vivante » (living democracy). Ce dernier concept consiste à responsabiliser les communautés d'agriculteurs en les invitant à créer un *Panchayat* (organe décisionnel composé de cinq personnes), à l'échelle de leur village, capable de prendre des décisions concernant la conservation, la gestion et la protection de toutes les ressources biologiques du village. Ils peuvent ainsi organiser des réunions d'information et de sensibilisation, signer une déclaration attestant que les ressources biologiques du village sont la propriété unique de la communauté, inscrire dans un registre l'ensemble des ressources de la communauté afin de garantir une continuité à travers les générations¹⁰³.

c. La mobilisation autour du Right to Food Act

Lors de la « Conférence mondiale sur la correspondance entre enjeux nutritionnels, durabilité et équité » (Global Conference on Meeting Nutritional Challenges with Sustainability and Equity) qui s'est tenue les 2 et 3 août 2009 à New Delhi, un réseau informel d'ONG (Right to food Campaign), dont fait partie Navdanya, ont signées la Déclaration sur le Droit à l'Alimentation (Right to Food Act). L'objectif de ce rassemblement était de comprendre les causes profondes de la faim et de la

¹⁰¹ Point 4 : « les États sont les seuls à pouvoir décider de l'utilisation qui peut ou ne peut pas être faite d'une ressource génétique (principe de la souveraineté sur les semences) ».

¹⁰² « seed sovereignty ».

¹⁰³ <<http://www.navdanya.org/campaigns/jaiv-panchayat>> , consulté le 8 avril 2013.

malnutrition, et d'élaborer des stratégies afin de garantir à tous les Hommes le droit à l'alimentation, présent à l'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1949. Vingt propositions d'actions concrètes ont été élaborées dans le communiqué final de la conférence, adressé au gouvernement indien. Le préambule de la déclaration rappelle au gouvernement indien différents articles de la constitution, comme l'article 47¹⁰⁴ qui confère à l'État indien le devoir de faire tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer le niveau de vie et de santé de sa population. La campagne pour le droit à l'alimentation (Right to food Campaign) a commencé en 2001, et est très active depuis lors. Elle regroupe des ONG d'envergures très diverses, qui agissent au niveau national comme *Ekta Parishad*, ou au niveau local comme *Seva Mandir*, qui mène une action de terrain autour de la ville d'Udaipur, dans le Rajasthan.

d. Vers une révolution verte alternative ?

Comme nous l'avons évoqué plus haut, le docteur Swaminathan, père de la première révolution verte, a lancé le projet d'une révolution « éternellement verte », et ainsi promouvoir un développement durable. Dans la même logique, WWF et la Banque Mondiale ont mené une campagne¹⁰⁵ ayant pour but d'intensifier la production agricole en utilisant des voies plus respectueuses de l'environnement. Le System of Rice Intensification (SRI) permet d'accroître les rendements tout en réduisant la consommation en eau et en intrants agricoles. Le coordinateur local de l'ONG *Pragati*, basée à Koraput (Etat de l'Odisha) va de ferme en ferme pour inciter les paysans à réduire leur consommation en eau, semences, pesticides et produits chimiques en adoptant le SRI. Ce dernier est censé permettre d'augmenter les rendements de 30% à 80%. Le gouvernement, convaincu par le projet mené au Tamil Nadu, participe à hauteur de 80 millions de roupies à ce projet, au titre de la National Food Security Mission. Les ONG sont les artisans de ce SRI et cherchent à toucher un maximum d'exploitations. Le SRI comporte six techniques, dont l'espacement plus important des plants de riz, l'utilisation d'engrais organiques (fumier, compost) et le désherbage manuel. Ces conditions permettent d'augmenter la croissance des racines, l'acquisition d'éléments nutritifs et le rendement. Les champs ne sont plus inondés pendant la période de croissance végétative mais arrosés tous les 3 à 6 jours. Même si les scientifiques sont

¹⁰⁴ « Duty of the State to raise the level of nutrition and the standard of living and to improve public health. »

¹⁰⁵ *Courrier International*, « Consommer moins d'eau pour récolter plus de riz », n°1059, 17 février 2011.

sceptiques, le grand nombre d'agriculteurs adoptant ce système prouve son efficacité.

C. La perception de l'action de la société civile

1. Par l'État

L'attitude du gouvernement indien envers la société civile peut faire penser que ce dernier a conscience du fait qu'aucune action ne peut aboutir sans une prise en charge par le gouvernement. La lutte menée par l'organisation *Ekta Parishad* est vaine si le gouvernement ne daigne pas écouter ses revendications. Il semble donc que ce soit à la société civile de s'adapter aux conditions fixées par le gouvernement. Dire cela n'empêche pas le gouvernement d'être parfois convaincu par une action, de la soutenir et de la traduire en politique publique. Ce fut le cas pour le System of Rice Intensification, qui a été intégré à la National Food Security Mission de 2007.

De plus, le réseau des ONG en Inde est un réseau bien structuré et d'une grande efficacité. Il assure indéniablement la stabilité du pays en réglant au niveau local les dysfonctionnements et en contribuant à améliorer la vie des populations. C'est en cela que l'on peut supposer une certaine reconnaissance de la part du gouvernement. L'État est en quelque sorte contraint d'être à l'écoute des revendications des ONG car elles fournissent un travail considérable, qui coûterait bien trop cher s'il était pris entièrement en charge par l'État. De plus, maintenir de bonnes relations avec les responsables d'ONG permet à l'État de bénéficier d'une expertise gratuite. Lorsque ce dernier a voté en 2009 son *Right To Education Act* – faisant de l'éducation un droit fondamental, gratuit et obligatoire de 6 à 14 ans, et interdisant tout établissement scolaire non agréé par le gouvernement – nombreuses sont les ONG qui ont dénoncé une loi inadaptée à la situation dans les campagnes. En effet, certaines écoles peuvent être situées à plusieurs dizaines de kilomètres d'un village, ce qui dans la pratique décourage les parents de scolariser leurs enfants. Les établissements « non formels » mis en place par les ONG sont indispensables à la réalisation de l'objectif du *Right to Education Act*. C'est grâce aux nombreux rapports rendus par les ONG impliquées dans l'éducation des populations rurales que le gouvernement a pris conscience de cette inadéquation sur le terrain.

Une conclusion globale sur la perception des ONG par le gouvernement est impossible, car chaque ONG dispose d'une légitimité différente. Cette légitimité se

construit au cours des différentes interactions avec le gouvernement, des différents rapports rendus au gouvernement. L'État et les ONG sont dans une relation donnant-donnant.

Lorsque des mouvements sociaux sont organisés, ils provoquent des retards parfois coûteux dans la réalisation de projets d'investissement et dans certains cas empêchent leur réalisation. Ce fut le cas pour l'entreprise Tata au Bengale oriental¹⁰⁶. Cet exemple montre que les mouvements sociaux peuvent influencer la position des élus et des gouvernements.

Certains acteurs de la société civile ont également eu un rôle déterminant dans l'orientation des politiques gouvernementales. C'est Jean Drèze, économiste spécialisé dans le développement, qui a conceptualisé le National Rural Employment Guarantee Act (NREGA), adopté par le gouvernement en 2005. Le NREGA garantit à toute personne majeure 100 jours par an de travail non-qualifié, payé au salaire minimum. Si le gouvernement échoue, il verse alors au ménage l'équivalent du salaire que la personne aurait gagné. Le but de cette mesure était de relancer le pouvoir d'achat dans les campagnes.

Il semble que le Conseil Indien en Recherche Agricole, organisation indépendante du ministère de l'agriculture, soit à l'écoute des préconisations des ONG. Selon un membre éminent du Conseil indien de la recherche agricole, S.K. Sinha, l'une des mesures les plus urgentes serait de réduire la salinité des sols. Il préconise aussi d'inciter les agriculteurs à choisir l'agriculture biologique, à utiliser des engrais organiques et à réduire leur dépendance à l'égard de cultures trop gourmandes en eau.

Plus récemment, au mois de mars 2013, un projet de loi sur la sécurité alimentaire (National Security Bill) a été déposé. Ce projet reprend une partie des revendications adressées par la campagne pour le droit à l'alimentation (Right to Food Campaign), avec notamment l'élargissement du nombre de bénéficiaires du Public Distribution System. Le projet de loi prévoit de donner accès aux cartes de rationnement à 67% de la population. Ces cartes permettent par exemple d'obtenir 5 kg de riz par personne et par mois au prix de 3 roupies le kilo.

A travers ces exemples, on peut conclure à une certaine influence des ONG sur l'orientation des politiques publiques indiennes.

2. Par les bénéficiaires

¹⁰⁶ *Problèmes économiques* n°3033, p24, *ibid.*

Il s'agit ici de déterminer si les bénéficiaires voient d'un bon œil l'intervention de la société civile.

Le principe défendu par la majorité des ONG est celui de la responsabilisation et de l'autonomisation des populations face à leur développement. Les ONG sont là pour impulser des projets et accompagner les populations dans leur mise en œuvre, selon un modèle de coopération horizontal. Une ONG donne les outils nécessaires à la mise en œuvre des prémisses d'un projet, mais l'objectif est de rendre autonomes les populations; et ce en évitant tout système de domination. Lorsque l'approche choisie par l'ONG est celle de l'autonomisation, alors il semble que les bénéficiaires soient favorables à son action. L'ONG *Seva Mandir* implantée dans le sud du Rajasthan procède de la sorte. Elle met en place des conseils de quartiers composés uniquement des habitants du village, elle forme les femmes du village afin qu'elles puissent assister les accouchements.. Quand elle organise des stages de remise à niveau l'été pour les enfants qui n'ont pas été scolarisés pendant l'année, elle choisit et forme les professeurs parmi les habitants du village. La création de *self-help groups* est issu de la même logique de développement « pour et par » la population locale.

En revanche, comme nous l'avons évoqué précédemment, l'approche paternaliste adoptée par certaines ONG, en collaboration avec des entreprises, notamment dans la mise en œuvre du commerce équitable, est bien moins acceptée par les populations locales. La domination exercée par ces ONG va contre toute logique de développement car les populations sont rendues dépendantes d'une organisation.

La vision qu'ont les bénéficiaires d'une ONG dépend donc du rapport de domination que celle-ci entretient avec les populations, mais aussi de sa légitimité. Une ONG locale, bien connue des habitants, employant des locaux, aura une légitimité bien supérieure à une ONG nationale ou étrangère, qui fournirait pourtant le même travail.

Enfin, la promotion de l'agriculture biologique en Inde semble avoir fonctionné car en 2009, on compte 1 million d'hectares¹⁰⁷ de terre cultivées selon les techniques biologiques. Il y a donc eu un changement effectif dans les méthodes de culture, ce qui laisse penser que les ONG ont eu un impact décisif sur ce changement, et ont au moins atteint leur objectif d'information et de mobilisation de la population paysanne.

¹⁰⁷ WILLER Helga et KLICHER Lukas, "The world of organic agriculture, statistics and emerging trends 2009", IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movement), <<http://www.organic-world.net/yearbook-2009.html>>, consulté le 17 avril 2013.

CONCLUSION

Le bilan ainsi dressé de l'action des ONG s'avère plutôt positif. Le secteur agricole, bien que rattrapé et dépassé par celui de l'industrie et des services, reste néanmoins compétitif à l'échelle mondiale. Bien que la priorité affichée du gouvernement soit la promotion des secteurs de l'industrie et des services, la population indienne reste à 75% rurale et la transition économique nécessite le maintien d'un secteur agricole compétitif et tenable. C'est en cela que les ONG sont importantes, car les pouvoirs politiques auraient tendance à promouvoir un modèle de croissance qui n'emmène qu'un faible pourcentage de la population. Les ONG agissent donc dans le but qu'un pourcentage plus élevé de la population bénéficie de la croissance économique et que la transition économique du pays s'effectue de la façon la plus durable et inclusive. Elles assument le rôle d'intermédiaire indispensable entre les besoins et les revendications de la population rurale et marginalisée et le gouvernement. Elles ont en quelque sorte un rôle d'expert auprès du gouvernement afin de rapporter la réalité du terrain à des hommes politiques issus de l'élite indienne, dont les préoccupations sont bien loin de celles des paysans. Mais le rôle d'intermédiaire fonctionne également dans l'autre sens: dans un pays où le manque d'infrastructures en milieu rural est criant et où seuls 66% de la population ont accès à l'électricité, les acteurs non-étatiques sont indispensables pour relayer l'action du gouvernement et ainsi favoriser l'unité nationale.

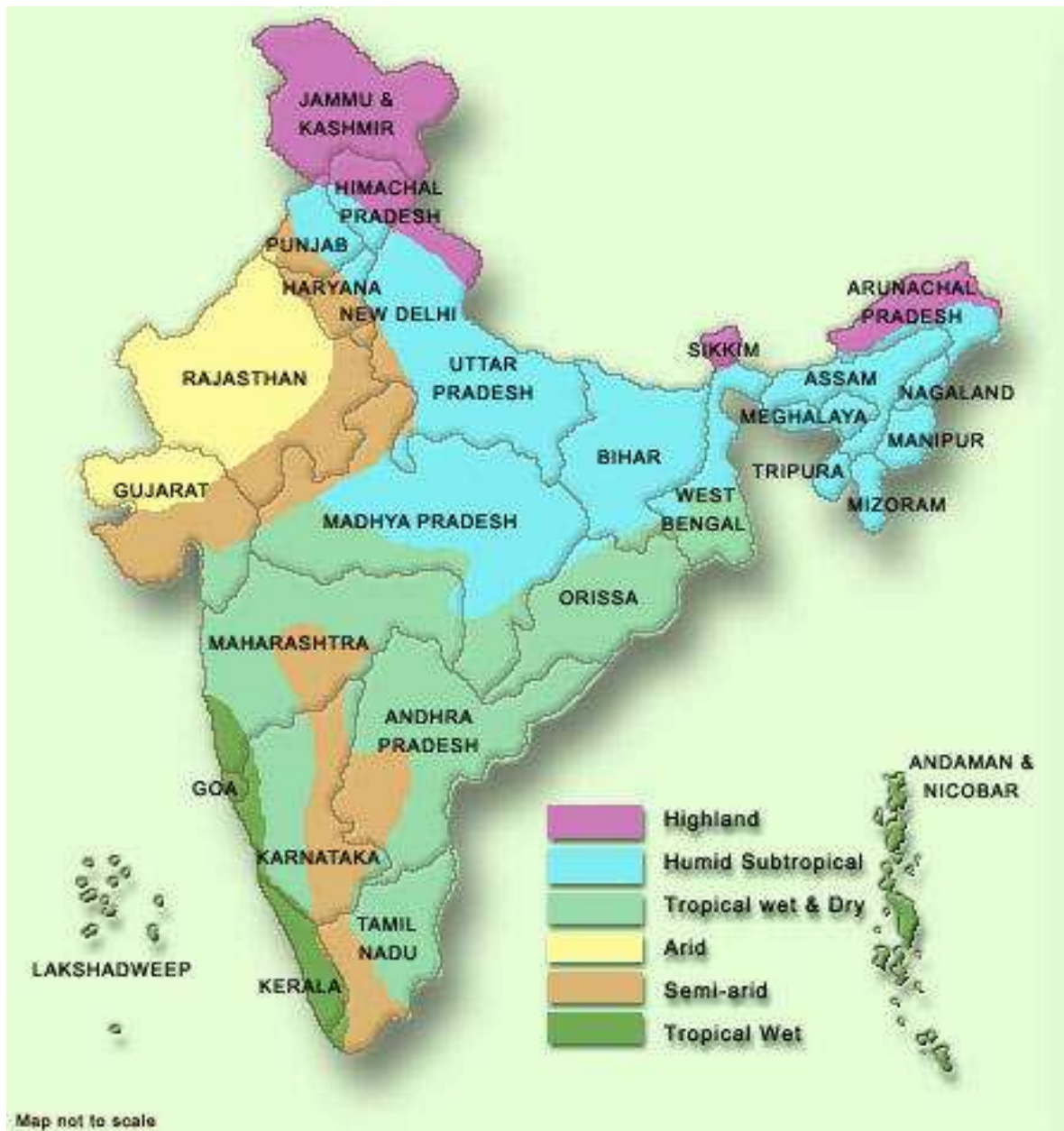
C'est en cela que le développement indien a des limites, car bien que le taux de croissance ce trimestre ait atteint les 6%, seule une faible proportion de la population en récolte les fruits. C'est pourtant la condition pour que l'Inde devienne une grande puissance. Pour l'instant, les hypothèses selon lesquelles l'Inde deviendrait une grande puissance ne sont basées que sur les résultats économiques du pays. Or, pour devenir une grande puissance, l'Inde devra emmener l'ensemble de sa population. L'Inde est un pays de contrastes et ceux-ci ne se réduiront qu'à la condition que les intérêts de tous les groupes sociaux soient pris en compte dans le processus de développement. Comme nous l'avons vu précédemment, d'importants combats ont déjà été gagnés par les ONG et les activistes sociaux dans le domaine agricole. Le choix d'un modèle de développement durable est certainement le plus solide. L'agriculture biologique a déjà fait ses preuves dans de nombreuses fermes : sa mise en place ne coûte pas plus cher et les résultats sont probants. Elle nécessite néanmoins une forte mobilisation de la société civile, réalisant un travail de terrain, au quotidien.

Après une révolution verte aux impacts très inégaux et très controversés, la nouvelle révolution verte est basée sur un modèle plus respectueux de l'environnement et de la santé des consommateurs et des producteurs. Il s'agit de revenir aux techniques de production ancestrales et de rendre à l'agriculteur son indépendance. Le commerce équitable n'entre pas dans les critères posés par la nouvelle révolution verte car les agriculteurs sont à nouveau mis sous tutelle, réaffirmant des logiques coloniales. Le principe défendu par les ONG est que chacun doit être responsable de son développement, et que les fruits de la croissance doivent être équitablement redistribués à toute la population.

En cela, je pense avoir montré que les ONG, et plus généralement, la société civile, ont un rôle majeur, à l'intersection des champs politique et social. Il reste à déterminer si leur rôle est effectivement celui d'un promoteur d'une solution alternative envisageable par le politique pris en étau entre les exigences des règles commerciales internationales et les besoins de sa population rurale, ou celui d'un palliatif local face à un rouleau compresseur international qui les dépasse.

Le maintien d'un secteur agricole compétitif n'est donc en aucun cas incompatible avec le développement économique actuel de l'Inde, c'est-à-dire avec

l'industrialisation et la tertiarisation. Cela nécessite que le gouvernement diversifie ses priorités et soit davantage à l'écoute des besoins de la population. Comme j'ai essayé de le montrer, un modèle alternatif de développement est possible et a déjà été impulsé et mis en œuvre par la société civile dans de nombreux États. C'est la condition pour que l'Inde puisse suivre le modèle des autres pays émergents et effectivement devenir une grande puissance.



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AUXIETRE, Jean-Michel, *L'inde qu'il ne faut pas voir: Essai*, Éditions l'Harmattan, 2012.
- CREMIN, Émilie, *Les temples de l'Inde moderne : un grand barrage dans un lieu saint de la Narmada (Madhya Pradesh)*, Géocarrefour 1/2009 (Vol. 84).
- DAS, Gurcharan, *India Unbound*, Penguin Books, 2007.
- DORIN, Bruno, LANDY, Frédéric, *Agriculture et alimentation de l'Inde. Les vertes années (1947-2001)*, Paris, INRA Éditions, 2002.
- GAVI, Philippe, *Le triangle indien. De Bandoeng au Bangladesh*, Editions SEUIL, 1972.
- GUILLARD, Olivier, *Géopolitique de l'Inde, le rêve brisé de l'unité*, Collection Major, PUF, 2012
- K.VARMA, Pavan, *Le défi indien, Pourquoi le XXIème siècle sera le siècle de l'Inde?*, Éditions Actes Sud, 2007
- KABA, Arnaud, *Les réalités du commerce équitable, l'exemple d'une plantation de Darjeeling*, L'Harmattan, 2011.
- LANGLET, Denis, *L'économie en ruine : La finance et la fin d'une histoire, L'économie formelle - L'esprit économique*, Paris, L'Harmattan, 2010
- RYFMAN, Philippe, *Les ONG*, Paris, La Découverte (Repères), 2004
- VERCUEIL, Julien, *Les pays émergents*, Paris, Bréal, 2011

Articles

- CHAKRAVERTY Cléa, « Inde, ce géant encore fragile », Revue Regards, 1er juillet 2009, <www.regards.fr>, consulté le 23 novembre 2012.
- FOK, Michel, « Conditions, résultats et perspectives d'utilisation du coton génétiquement modifié (coton Bt) dans les PED », Revue *Tiers-Monde* 2006, tome 47, n°188.
- GERONIMI Vincent, MAITRE D'HOTEL Élodie, « Les évolutions récentes des cours Des matières premières agricoles », Revue *Tiers-Monde* 2012, n°211.
- GILBERT, Étienne, « L'inde et la Chine. Perspectives économiques », Revue *Politique*

- étrangère*, n°4,1960
- GILBERT, Étienne, « Agriculture et économie rurale en Inde – Début de réveil », Revue *Tiers Monde* 2005, n° 183.
- HEUZE, Gérard, « Les conséquences sociales de la libéralisation en Inde », Revue *Tiers-Monde* 2001, Tome 42, n°165.
- HUBERT, Marie-Hélène, « Nourriture contre carburant : quels sont les éléments du débat? », Revue *Tiers-Monde* 2012, n°211.
- HUGON Philippe, SALAMA Pierre, « Les suds dans la crise », Revue *Tiers-Monde* 2010, *Hors-série*, p.185.
- KENNEDY, Loraine, « La politique contestée des zones économiques spéciales en Inde », Réseau Asie et Pacifique, mai 2010 <<http://www.reseau-asie.com/edito/zones-economiques-speciales-zes-inde/>>, consulté le 18 décembre 2012.
- LANDY, Frédéric, « La politique alimentaire de l'Inde : le blé ou l'oseille ? », Les actes Du FIG 2004, <http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2004/landy/article.htm>, consulté le 22 novembre 2012
- LANDY, Frédéric, « La libéralisation économique en Inde : inflexion ou rupture ? », Revue *Tiers-Monde* 2001, Tome 42, n°165.
- LEROY, Aurélie, « L'inde, une modernité controversée », *Alternatives Sud*, volume 18, 2011/3.
- MILBERT, Isabelle, « La persistance de la pauvreté urbaine en Inde », Revue *Tiers-Monde* 1995, tome 36, n°142.
- O'NEILL, Jim, « Building Better Global Economic BRICs », *Goldman Sachs Global Economic Papers*, n°66, 30 novembre 2001.
- PATNAIK, Prabhat, SAINT GIRONS, Anne, « La crise dans les campagnes indiennes », Revue *Tiers-Monde* 2006, Tome 47, n°186.
- QUERMONNE Jean-Louis, ROUBAN Luc, « L'appareil administratif de l'État », Revue *française de science politique* 1991, vol.41.
- SEETHANEN, Satchidanand, « Les Effets de la Libéralisation sur la Trajectoire du Développement Humain en Inde », <http://ecours.univ-reunion.fr/cemoi/images/stories/lepelley/RED_v5.0-1.pdf>, consulté le 7 décembre 2012.

ZINS, Max-Jean, « La corruption en Inde : un mal lié à la démocratisation », OMER, <www.omer.sciences-po.fr>, consulté le 9 janvier 2013

Aujourd'hui le monde, « L'Inde compte plus d'ONG que d'écoles », 12 juillet 2010, <www.inde.aujourdhui.lemonde.com>, consulté le 3 avril 2013.

Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture de France, « L'Inde et la sécurité alimentaire : un enseignement pour l'Europe », n° 1005, août-septembre 2011.

Courrier International, « Consommer moins d'eau pour récolter plus de riz », n°1059, 17 février 2011.

Down to Earth, « Non-pesticidal management », *Riding high*, janvier 2009.

Le Monde, « En Inde, une gigantesque affaire de corruption ébranle le gouvernement », 14 novembre 2011.

Le Monde, « Des millions d'Indiens menacés par une sécheresse historique », 6 mars 2013, <http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/03/06/des-millions-d-indiens-menaces-par-une-secheresse-historique_1843394_3244.html>, consulté le 14 mars 2013.

Les mots ont un sens, « Inde : Suicides massifs de milliers de paysans - Les OGM en question... », 17 avril 2009, <<http://psycho-sensori-motrice>>, consulté le 15 décembre 2012.

Problèmes économiques, « l'Inde en quête d'un nouveau souffle », n°3060, Janvier 2013.

Problèmes économiques, « la croissance ne réduit pas la pauvreté et les inégalités », n°3060, janvier 2013.

Problèmes économiques, « La responsabilité sociale des entreprises en Inde : actualité et perspectives », n°3033, Décembre 2011.

Problèmes économiques, « la croissance ne réduit pas la pauvreté et les inégalités », n°3060, janvier 2013.

Problèmes économiques, « Un géant agricole aux pieds d'argile », n°3060, janvier 2013.

Réseau Développement Durable, « Propriété intellectuelle, semences et sécurité alimentaire », *Les agricultures du sud et l'OMC*, Fiche 10, <http://agri-alim.redev.info/Doc/docs/fiche_solagral/Fiche%2010.pdf>, consulté le 8 avril 2013.

The Hindu, « From green to evergreen revolution », 9 janvier 2013,

<<http://www.thehindu.com/todays-paper/tp-national/tp-karnataka/from-green-to-evergreen-revolution/article4288943.ece>> , consulté le 12 mars 2013.

The Independent, « India's hidden climate change catastrophe », 2 janvier 2011, <<http://www.independent.co.uk/environment/climate-change/indias-hidden-climate-change-catastrophe-2173995.html>> consulté le 4 janvier 2013.

Times of India, « Maharashtra Bans Bt cotton seeds », 9 août 2012, <http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-08-09/india/33118430_1_cotton-seeds-bt-cotton-cotton-growing-states> consulté le 5 février 2013.

Rapports et autres documents:

Ekta Parishad, « Agreement on land reforms between the ministry of rural development and jan satyagraha », <www.ektaparishad.com>, consulté le 12 avril 2013.

Extrait de la Charte de Principes du Forum Social Mondial, <<http://www.forumsocialmundial.org.br>>, consulté le 8 avril 2013.

MOMAGRI (Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture), « L'Inde agricole : entre forces et faiblesses », article publié par la rédaction du MOMA en 2008, <http://www.momagri.org/FR/articles/L-Inde-agricole-entre-forces-et-faiblesses_249.html>, consulté le 5 mars 2013.

Organisation Mondiale de la Santé, « Global Database on Child Growth and Malnutrition », 2011, <<http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>>, consulté le 5 février 2013.

Planning Commission Report of the Experts Group on Development Challenges in Extremist Affected Areas, <http://planningcommission.nic.in/reports/publications/rep_dce.pdf>, Avril 2008, consulté le 7 décembre 2013.

Statistiques de la Banque Mondiale, <<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS/countries>> consulté le 2 février 2013.

Statistiques de l'Unicef,

http://www.unicef.org/french/infobycountry/india_statistics.htm

consulté le 11 mars 2013.

Statistiques de la FAO, <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/ess-fadata/en/>, *Food Security indicators*, consulté le 15 décembre 2012.

Statistiques de Doordarshan, chaîne de télévision publique indienne,

<http://www.ddindia.gov.in>, consulté le 23 mars 2013.

Statistiques du ministère de l'Agriculture, « Agriculture census in India », 30 octobre 2012.

Statistiques du « Ministry of Statistics and Programme implementation », National Sample Survey 2011-2012,

http://mospi.nic.in/Mospi_New/site/home.aspx, consulté le 7 janvier 2013.

Système Mondiale d'Information et d'Alerte Rapide sur l'Alimentation, « Perspectives de récolte et situation alimentaire », rapport trimestriel n°3, octobre 2012.

WILLER Helga et KLICHER Lukas, “The world of organic agriculture, statistics and emerging trends 2009”, IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movement), <http://www.organic-world.net/yearbook-2009.html>, consulté le 17 avril 2013.

Sites internet

Commodesk, Le monde des matières premières, www.commodesk.com, consulté le 12 février 2013.

Navdanya, <http://www.navdanya.org>, consulté le 15 décembre 2012.

Commerce équitable, www.commerceequitable.org, consulté le 9 avril 2013.

Résumé

Cette étude part du constat d'une baisse de la part de l'agriculture dans le PIB indien depuis que l'Inde a amorcé sa transition économique dans les années quatre-vingt. Sachant que 75% de la population indienne vit encore de l'agriculture en 2013, la transition ne peut se passer d'un soutien particulier au secteur agraire. Pourtant, depuis la libéralisation économique du début des années quatre-vingt-dix, le gouvernement semble avoir revu ses priorités et ne plus investir dans les campagnes. Cette situation est très problématique, d'autant plus que la révolution verte lancée dans les années soixante est à l'origine d'une crise profonde dans les campagnes. On assiste donc depuis une vingtaine d'année à la multiplication des initiatives de la société civile (ONG, think tanks, activistes sociaux...) dans le but de palier le désengagement progressif de l'État et de maintenir un secteur agraire durable et compétitif. L'objectif de ce mémoire est de déterminer l'impact réel de l'action menée par la société civile, et plus particulièrement

par les ONG, dans la promotion d'un modèle alternatif de développement.